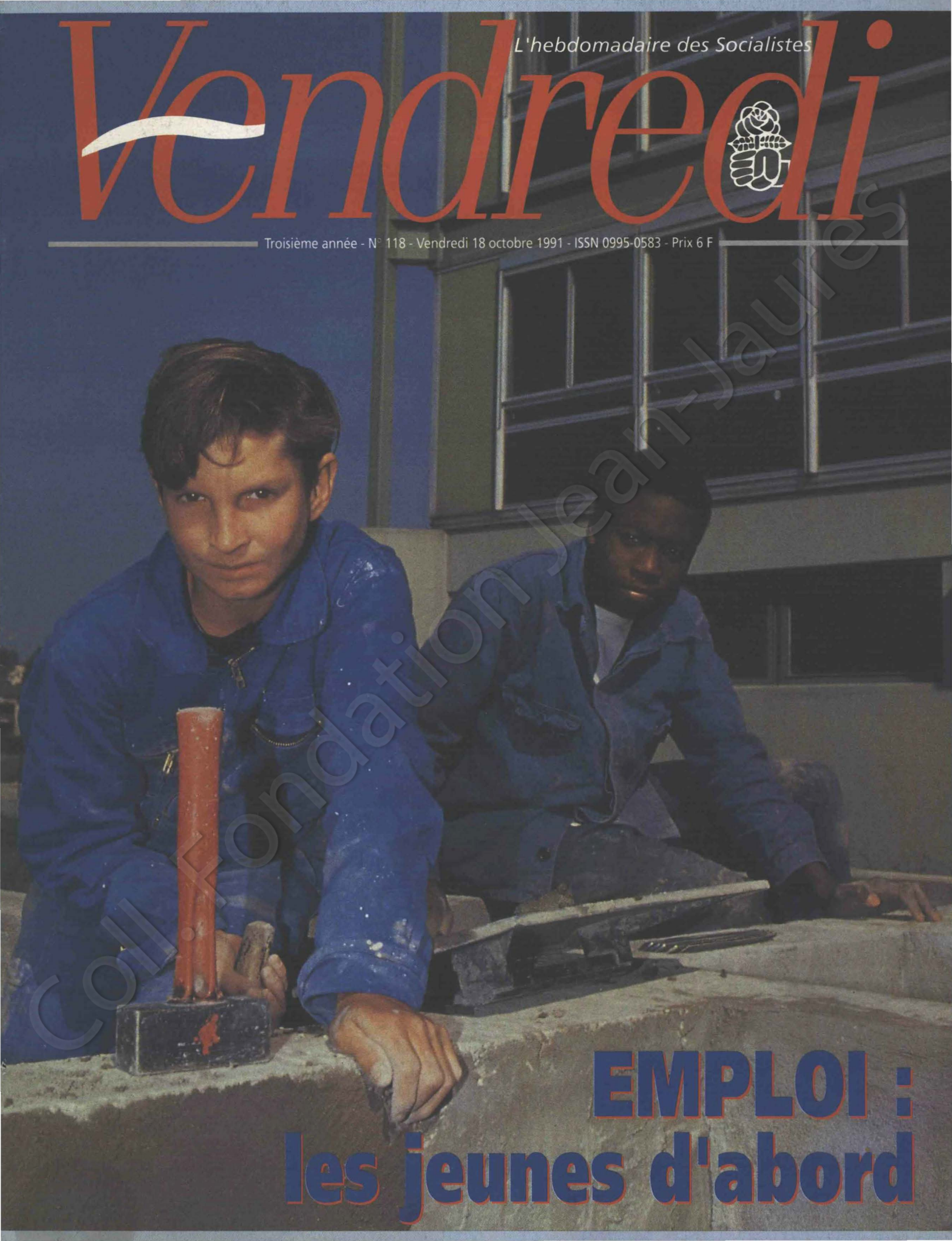
L'hebdomadaire des Socialistes

Vendredi

Troisième année - N° 118 - Vendredi 18 octobre 1991 - ISSN 0995-0583 - Prix 6 F



EMPLOI : les jeunes d'abord

Coll. Fondation Jean-Jaurès

VOTRE COURRIER

Lettre à un ami qui me plaint

Oui, je suis socialiste, et de la pire espèce : celle qui ne renonce pas. Tu me dis que tu me plains, tant les coups nous accablent et les sondages nous font plonger.

Et c'est vrai qu'à voir les mines réjouies de quelques commentateurs et à lire les propos faussement apitoyés des politologues distingués du "Monde" ou rigolards du "Canard Enchaîné", on pourrait penser que nous avons tout lieu d'être désolés, François, Edith, Laurent, Lionel, Pierre, Michel et bien d'autres... et moi aussi, bien sûr.

Je ne sais ce qu'il en est de ces camarades "d'en haut" qui sont au charbon. Peut-être, définitivement victimes du système, sont-ils vraiment tristes de nos déboires.

Peut-être certains se posent-ils aussi la question de savoir si Léotard a raison de dire que les socialistes n'ont pas vocation à gouverner et doivent se borner à être la "conscience" du monde politique, ou, en quelque sorte, pour employer un langage évangélique... le "sel de la terre", tout un chacun sachant qu'on ne fait pas de la bonne soupe avec seulement du sel ?

Pour ma part, je vais sans doute te surprendre. Face à une opinion publique qui fait un triomphe à un Giscard néo-pétainiste et gardien des frontières contre les invasions des Huns de notre temps, face à cette majorité de gens frileux qui font de Le Pen le spécialiste incontesté des immigrés à refouler, face à ces juges qui n'en finissent pas de s'offrir tous les matins un socialiste "compromis" comme un os à ronger (et qu'importe si l'un d'entre eux se tue en pensant que l'on ne peut se défendre contre un "nom prononcé"), face à ces foules qui m'imposent un programme imbécile en faisant grimper l'audimat des bateleurs de foire, je me sens curieusement soulagé et presque heureux.

Presque heureux que ces gens, qui sont 50 à 70%, dit-on, de franchouillards, méprisent les idées qui me sont chères, presque heureux qu'ils ne nous jugent pas dignes de partager leurs "valeurs". Presque heureux qu'ils en préfèrent d'autres pour faire leur sale politique.

Ils nous dédaignent, ces 60% de citoyens que l'on nous dit déçus de ce que nos représentants ne font pas de miracles ? Oh, si tu savais comme je le leur rends bien !

Qu'est-ce que tu me dis ? Que je ne suis pas démocrate et que je n'aime pas les petites gens ? Oh que si ! Je les aime, petits ou grands, je les aime assez pour souhaiter qu'ils ne soient pas les premières victimes de ce monde sans politique qu'on leur a appris à désirer, qu'ils deviennent enfin majeurs et sachent distinguer le vrai du faux, aussi bien sur le plan social qu'économique ou politique, que leur choix des hommes appelés à nous gouverner ne s'inspire pas des âneries du "Bébête show" ou des méchancetés sournoises du commentateur à la mode. Je les aimerais encore s'ils votaient pour d'autres que nous, après mûre réflexion personnelle.

Mais si tu appelles démocratie le pouvoir des faiseurs d'opinions, de l'argent, de la peur et des sondages, alors non, je ne suis pas pour cette démocratie-là. Et je méprise les girouettes qu'elle fait tourner. Alors, ne me plains pas. Le socialisme est vivant, merci. On peut le refuser demain. Il reviendra parce que l'histoire ne se fait pas en marchant à reculons. Il reviendra et je souhaite simplement qu'on ne lui fasse pas un triomphe médiatisé de circonstance. Il reviendra parce qu'il porte des idées qui, un jour, se passeront de sondages et parce qu'il y aura toujours des hommes pour les faire vivre.

Et tu voudrais que je me plaigne de cela ?

Léo Rivemale - Brusque (12).

■

Adjoint à la solidarité et à l'emploi dans ma commune, je suis consterné des ravages causés par l'extension de l'analphabétisme chez les jeunes. L'échec scolaire, pour qui accepte de regarder la réalité en face, tient à quelques causes fondamentales bien précises.

Tout d'abord, l'échec de l'éducation familiale, l'absence trop fréquente de références à un certain nombre de valeurs, qui prédispose le tout jeune enfant à bien des dérapages.

Le rôle néfaste d'une télévision promue au rôle de gardienne d'enfants (le soir aussi bien que le mercredi...) et infiniment plus soucieuse d'audimat que d'action éducative. Dispersion de l'attention, spectacle de la violence sont des facteurs évidents de déséquilibre. De plus, soumis à ce régime télévisuel quotidien, le jeune enfant a peine à distinguer la fiction de la réalité, ce qui est à l'origine de bien des troubles du comportement.

L'éclatement trop fréquent de la cellule familiale, source chez l'enfant et, plus tard, chez l'adolescent, de traumatismes, de déséquilibres, de mal-vivre.

L'école elle-même enfin, déstabilisée par 25 années de réformite, où, sous la pression d'associations de parents trop souvent constituées en "lobbies", la démagogie a fréquemment remplacé une solide pédagogie. La rigueur (au sens intellectuel du terme), le sens de l'effort y sont depuis deux décennies considérés comme des valeurs parfaitement rétrogrades (ou, comme on dit, "ringardes") et n'y ont plus droit de cité.

Plus de redoublements, telle est la règle. Malheur à l'enseignant qui, soucieux d'efficacité, s'efforce, contre vents et marées, de conserver à son enseignement, un niveau convenable sanctionné par une notation simplement objective.

Au diable grammaire, orthographe, rédaction, calcul et système métrique, bref, tout ce qui appartenait à l'école de grand-papa et au temps de la lampe à huile !... La mode est à la "non-directivité" et à "l'ouverture sur le monde extérieur", merveilleux prétexte à de multiples sorties, au détriment du reste !

Là où il faudrait, par un apport de connaissances solides, remédier aux carences familiales, réduire les inégalités creusées par les différences socio-culturelles, développer de bonnes habitudes de travail, la nécessaire démocratisation a laissé la place à la médiocratisation. Seuls tirent leur épingle du jeu les enfants bénéficiant d'un apport familial, ce qui fait que l'école n'a jamais été aussi inégalitaire.

Ne parlons pas, car on naviguerait aux confins du racisme, de la situation catastrophique des écoles de banlieue où l'enseignant a en charge 30, 35 voire 40 élèves appartenant à une dizaine d'ethnies différentes.

Mesdames et messieurs les politiques ne connaissent évidemment pas ce type de difficulté n'ayant pas leurs enfants dans ce genre d'école. A eux les quartiers chics, les écoles sélectes où, à l'abri des intempéries, on apprend encore quelque chose.

Ainsi donc, soumis dès leur plus jeune âge à de telles conditions, désaccoutumés à l'effort, habitués à la facilité, assurés malgré tout, dans un système scolaire aberrant, de suivre sans accrocs un cursus qui ne signifie plus rien, les jeunes quitteront l'école dix à quinze ans plus tard et découvriront alors un monde hérissé d'obstacles qu'ils n'auront pas appris à vaincre, une société parsemée d'embûches, dure aux enfants du peuple, un monde de technologie avancée dans lequel l'analphabétisme, le manque de qualification conduisent inéxorablement au chômage et à la misère.

Brillant résultat ! Mais des hommes politiques soucieux avant tout de ne pas compromettre davantage des intérêts électoraux bien incertains sont-ils capables de prendre les mesures, nécessairement impopulaires à court terme, qui s'imposeraient ?

On persistera donc, entre deux discours sur la nécessité d'une bonne formation, dans un système scolaire devenu entreprise de naufrage collectif.

Propos de vieil enseignant "ringard" et plus ou moins aigri ? Libre à vous de le penser. Je suis tout simplement de ceux qui ont assisté à la décrépitude progressive d'un système, et j'en constate actuellement, chaque jour, les dommages sur notre jeunesse, et cela me peine et me révolte !

J. Bourgeois - Bouguenais (44).

■

Je voudrais donner mon sentiment sur les projets d'Edith Cresson concernant l'apprentissage et le devenir des lycées professionnels.

Militant depuis plus de vingt années à la FCPE, depuis plus de dix ans au PS, secrétaire de section syndicale SNETAA-FEN et professeur, depuis quinze années, dans un lycée professionnel des métiers du bâtiment, je suis abasourdi devant la profonde méconnaissance que nos dirigeants ont de ce secteur de la formation initiale. Que nous propose Edith Cresson ? Tout simplement la disparition des LP au profit des CFA. Pourquoi ? Pour cause de mauvais résultats ! Je voudrais alors exprimer à madame le premier ministre d'un gouvernement à majorité socialiste, le pourquoi de notre angoisse et de notre colère.

Sachez, Madame, que, depuis dix années, toutes les formations de LP ont été soit rénovées, soit supprimées pour les plus obsolètes. Parallèlement, de nouvelles formations ont vu le jour. Tous les contenus de formation (les "référentiels", dans notre jargon) sont négociés paritairement avec les représentants patronaux dans des commissions nationales.

Dans mon domaine, le bâtiment, le succès de nos formations est grand, puisque nous ne pouvons pas satisfaire aux offres d'emploi et je peux vous dire que nos relations avec le monde professionnel sont excellentes.

Toute l'innovation pédagogique de cette dernière décennie est issue des LP, non des CFA : pédagogie par objectifs, unités capitalisables, contrôle continu, référentiels de formation, périodes de formation en milieu professionnel...

La loi Carraz de décembre 1985 a créé les baccalauréats professionnels dont le succès grandit chaque année ; ces formations en alternance 2/3 école, 1/3 entreprise montrent que les LP peuvent aussi pratiquer l'alternance de manière nouvelle et intelligente.

Mais sachez que la multiplication des formations en entreprise se heurtera à deux obstacles : le nombre relativement limité de lieux de stages et le peu d'entrain que montrent les entreprises de base à faire réellement de la formation.

Vous citez régulièrement le modèle dual allemand. Sachez que nous connaissons bien ce système, devenu mythique dans certains milieux patronaux et politiques : il a montré ses limites par rapport aux besoins futurs en main-d'œuvre professionnelle ; formation générale trop faible, formation professionnelle trop pointue et des statistiques de chômage entre 30 et 40 ans peu enviables. D'ailleurs, nos camarades syndicalistes allemands des instituts de formation professionnelle patronaux regardent avec intérêt le système français des LP !

Nous ne sommes pas contre des évolutions qui permettront à un maximum de jeunes de s'insérer dans le monde du travail, mais réfléchissez aux conséquences de votre plan : reflux important des élèves vers les lycées généraux ; coût élevé de l'apprentissage (un apprenti coûte entre trois et quatre fois plus cher qu'un élève de LP, bien que recevant la plus grande partie de la taxe d'apprentissage, les CFA sont en définitive permanents) ; bilan pédagogique douteux quand on connaît les résultats aux examens des CFA (40% de réussite au CAP en CFA contre 70% en LP).

Les LP ne sont pas assez connus, mais bien souvent décriés. Pourtant, ils sont devenus des lieux de travail où l'on accueille le jeune tel qu'il est avec son histoire et où tout est mis en œuvre dans un parcours individualisé de formation. Les équipes pédagogiques sont performantes avec des enseignants diplômés et compétents.

Ne gachez pas, Madame, ce bel outil au profit d'une utopie et venez plutôt nous voir sur le terrain, nous saurons vous convaincre que nous sommes prêts à continuer à évoluer, au service des jeunes et de la collectivité, dans le cadre du service public.

Bernard Stoufflet - Belleville/Meuse (55).

■

Vendredi
10, rue de Solferino
75333 Paris cedex 07
Télex : 200 174
Télécopie : 45.51.47.03
Service abonnés : 45.56.78.57
Téléphone :
pour joindre directement votre correspondant, il suffit de composer 45.56...(précédé du 16-1 si vous appelez de province) suivi des 4 chiffres qui figurent entre parenthèses à la suite de chaque nom

DIRECTION
Directeur de la publication : Bernard Roman (78.48)
Comité de direction : Jean-Pierre Becquet, Jean-Marcel Bichat, Pierre Brana, Philippe Dorthe, Pierre Guidoni, Gérard Le Gall, Gérard Lindeperg, Arnaud Massip, Pierre Moscovici, François Rebsamen, Bernard Roman, Françoise Seligmann, Daniel Vaillant.

REDACTION
Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal
Directeur de la rédaction : Jacques Garat (78.58)
Secrétaire gal de la rédaction : Jacques Goubin (78.82)

Politique : Jean-Pierre Bédéï (78.73)
Economie : Monique Grima (78.70)
Idées : Bernard Chaouat (79.01)
Société : Patricia Jaffray (78.94)
Régions : Maryline Trassard (78.71)
International : Ghislaine Toutain (77.92)
Actuelles : Françoise Lorrain (78.55)
Secrétaire de rédaction : Vanda Gervasio (78.61)
Maquette : Flavienne Allar (78.92)
Réalisation : Sandrine Girard (78.92) Taoufik Khatib (78.54)
Photo : Pascal Lebrun (78.53)

ADMINISTRATION, GESTION
Madeleine Darbel (78.44)

ABONNEMENTS ET SERVICE LECTEURS
Marie-Reine Jost (78.57)
Marie-Lou Le Bras (78.56)

PUBLICITE
Pyramid Conseil - (16.1) 43.70.86.80

FABRICATION
Photogravure, montage : Dawant - Paris
Impression : Avenir Graphique - Torcy
Routage : Inter-routage - Aubervilliers

N° Commission Paritaire : 10.889

"Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2000

CREDITS PHOTOS
J.-F. Marin / Editing (couv.) ; Collection Viollet (pp. 3 et 6) ; M. Enguerand (pp. 3 et 21) ; AFP (p. 6) ; A. Le Bot / Gamma (p. 7) ; Maistre Gaillard / Gamma (p. 9) ; F. Proust (p. 9) ; D.R. (p. 10) ; Chamussy / Sipa-press (p. 11) ; J.-P. Bajard / Editing (p. 11) ; Le Segretain / Sipa-press (p. 12 / 13) ; V. Hache (p. 13) ; J. Sutton / Gamma (p. 16) ; B. Gentile / Sipa (p. 17) ; Sygma (p. 19) ; G. Favier / Vu (p. 20) ; D.R. (p. 21) ; A. Mayor / Sipa-press (p. 21) ; autres P.L.

Ce numéro a été tiré à 215.500 ex.

CETTE SEMAINE

2 Courrier

POLITIQUE
4 • PS : une stratégie au service du Projet
• Têtes de listes PS pour les régionales
5 Pierre Mauroy

IDEES
6 • Fourier, Saint-Simon...
• Il y a trente ans, une nuit d'horreur

SOCIETE
7 Les moyens de la formation continue

ECONOMIQUE/SOCIAL
8 • Le plan emploi
• Aux urnes, épargnants

REGIONS
9 • La mégalo des villes
• Christian Pierret

11 à 13 DOSSIER
Suppressions d'emplois
11 Les licenciements, moyen de gestion du personnel ?
12 Décrochage à Air France
13 • Citroën : bientôt, l'heure de vérité
• Les plus de 55 ans : des dispositions favorables



▲ Les socialistes utopistes (p. 6).



▲ Maisons individuelles (p. 18).



▲ Il y a un an, Delphine Seyrig (p. 21).

INTERNATIONAL
16 Royaume-Uni : élections anticipées repoussées
17 • Cuba : chronique d'une mort annoncée
• L'affaire De Haviland

VIE PRATIQUE
18 Maisons individuelles : des garanties

CROQUIS
19 • Claude Estier
• Virgil Tanase
• Dessin de la semaine

CULTURE
20 • Fureur de lire
• Cinéma de campagne
• Cinéma : "Les Amants du Pont-Neuf"
• Télévision
21 • Il y a un an, Delphine Seyrig
• Charles Mingus
• Pochothèque
22 • Post-scriptum
• Agenda spectacles

INVITE
23 Jean-Claude Casadesus

■ AGENDA ■

• Rencontre : **"Pour une approche sociale de la culture"** (délégation nationale à la Culture). Avec J.-C. Carrière, F. Geindre, P. Mauroy, D. Percheron, B. Roman. 26, Fédération, 2 rue Watteau, Lille. ☎ 45.56.78.21

• Colloque : **"La réforme du code de procèdure pénale"** (commission nationale Justice et secrétariat national aux Etudes). Avec D. Labbé, R. Ribault, M. Sapin. 26, 9 → 13 h, Maison de l'Amérique latine, 217 bd Saint-Germain, Paris. ☎ 45.56.77.45

• Colloque : **"Objectifs d'une politique de santé et maîtrise de l'évolution des dépenses"** (secrétariat national aux Affaires sociales et à l'Insertion). Avec M. Belorgey, J.-L. Bianco, J.-C. Boulard, B. Durieux, C. Evin, G. Johanet, P. Mauroy, C. Pigement, R. Teulade. 26 et 27. Assemblée nationale, 101 rue de l'Université, 75007 Paris. ☎ 45.56.77.33

FORMATION : LES STAGES DÉCENTRALISÉS

• **"Régionales 92"**, pour les candidats aux élections et les responsables de campagne. 30/11 et 1er/12 à Villeurbanne. Renseignements : centre Condorcet. ☎ 40.41.08.48

• **"Socialisme et écologie"**, en priorité pour les candidats aux élections. Les 16 et 17/11 à Longwy (57). Renseignements : fédération de Meurthe-et-Moselle. ☎ 83.35.29.86

Ponia la Gerbe

Titre curieux ? Pas du tout ! "La Gerbe" est le nom du bulletin municipal de Montfermeil, cette ville dont le maire refusait l'inscription scolaire des enfants d'immigrés, ou encore faisait couper le chauffage dans les écoles. Eh bien, c'est là que Ponia s'est répandu samedi dernier. Et en quels termes : "La droite traditionnelle doit passer des accords de gestion avec le Front national aux élections locales, sous peine de voir la France devenir un boulevard africain et socialiste, livré à l'anarchie et à la décadence..." Il est vrai qu'il s'agissait du congrès de France de boue. Ben mon prince, quelle impasse !

J.R.

Coll. Fondation Jean Jaurès

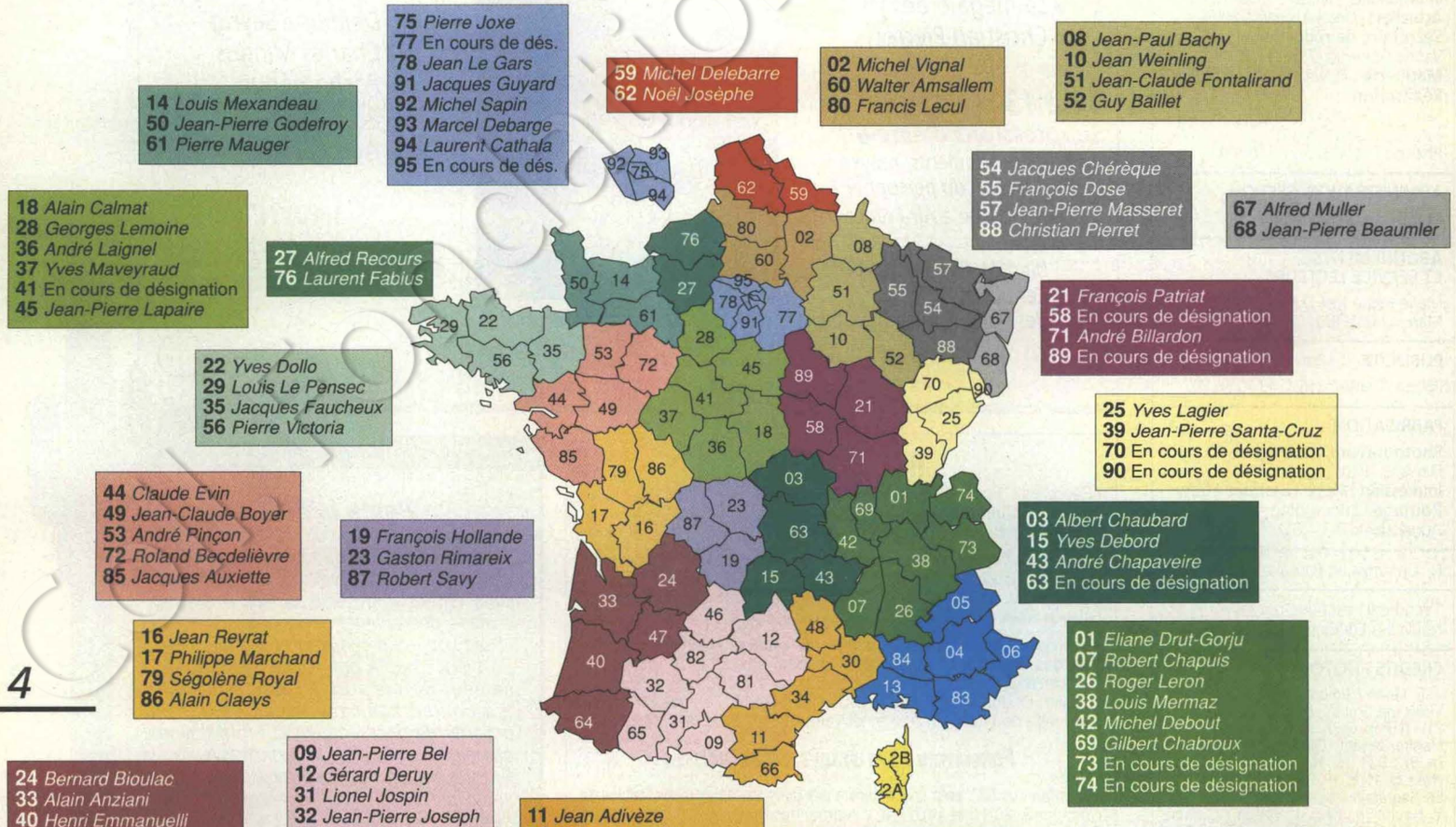
Lors du comité directeur et de la convention de La Villette, le PS s'est fixé un double objectif : réaliser un congrès unitaire autour de son Projet, en décembre, puis organiser un rassemblement des forces de progrès pour préparer les législatives. En toile de fond, une éventuelle modification du mode de scrutin.

PS : une stratégie au service du Projet

"Gardons-nous de mettre la charrue devant les bœufs." Samedi soir, en ouvrant la convention du PS à La Villette, Pierre Mauroy a prononcé une sorte de discours de la méthode. En liant leur réflexion sur la stratégie à leur discussion sur le Projet, les socialistes font de la politique, de la vraie politique. Encore faut-il qu'ils ne se trompent pas dans l'ordre des priorités. La convention a tranché de manière unanime : c'est le Projet, c'est-à-dire le contenu du message et de la politique du PS, qui doit déterminer les alliances, et non l'inverse. Les hypothèses de retour à une opération de troisième force ou de constitution d'un gouvernement de coalition qui agitaient le microcosme politique parisien, la semaine dernière, ont donc été écartées. "Un front républicain contre Le Pen serait le meilleur moyen de renforcer le Front national, estime Jean-Yves Autexier, au nom de Socialisme et République. Pour gagner, il faut faire une politique capable de rassembler

les têtes de listes des socialistes pour les régionales

A l'issue de la convention et du bureau éxécutif, plus de quatre-vingts listes pour les élections régionales ont été validées. Restent une dizaine de cas qui le seront dans les prochains jours. Des modifications sont donc susceptibles d'intervenir, dans le cadre des négociations à venir avec France Unie ou des personnalités extérieures au PS. Nous publions ci-dessous la liste des premiers des socialistes par département.



d'abord les nôtres plutôt que de partir en quête d'un cartel électoral socialo-centriste." Quant à Pierre Mauroy, il est catégorique : "Je ne participerai à aucune structure qui implique la dissolution du Parti socialiste (...) dans une nébuleuse à l'existence bien hypothétique." Et, s'il préconise l'organisation d'une "fédération de progrès" qui pourrait rassembler les forces proches du PS, il précise aussitôt : "Avant une structure, il faut un projet, un programme, un élan."



LES ACQUIS DU PROJET

Pour s'inscrire dans cette logique, le comité directeur qui s'est réuni à La Villette, avant la convention, a donc approuvé, à l'unanimité, le rapport présenté par Michel Charzat sur le Projet. Celui-ci sera envoyé dans les fédérations et les sections où il sera discuté, amendé et voté. Les militants devront notamment se prononcer sur des options intégrées au texte et non signées, concernant le système européen de défense, l'organisation administrative et politique du territoire, le devenir des institutions de la Ve République, l'efficacité des politiques publiques en matière de redistribution et de solidarité.

Ils devront se déterminer également sur un contre-projet présenté par Jean-Luc Mélenchon, Julien Dray et Marie-Noëlle Lienemann au nom de la Gauche socialiste, un amendement substitutif à une partie du chapitre 3, déposé par Socialisme et République, enfin, une série d'amendements dont celui signé par les poperenistes insistant sur la nécessité d'un "contrat social".

VASTE CONCERTATION

L'opposition au Projet, totale (Gauche socialiste) ou partielle (Socialisme et République) s'avère finalement relativement limitée. Michel Charzat souligne les acquis de la démarche d'élaboration du Projet entreprise il y a près d'un an et demi : "Nous avons tracé un cadre commun d'analyse du monde accepté à l'unanimité. Nous avons transcendé les lignes habituelles de nos clivages pour pouvoir organiser un vrai débat d'idées. Le Projet sera le vecteur du rassemblement que nous appelons tous de nos vœux."

L'adoption du Projet, lors du congrès extraordinaire de décembre, devrait constituer la première étape de la remobilisation du Parti socialiste. A partir de ce renouveau idéologique, le PS engagera une vaste concertation avec les forces politiques comme les communistes, les écologistes, France Unie et tous ceux qui accepteront de se situer dans le cadre du Projet. L'objectif visé par Pierre Mauroy est de donner un contenu concret à la "fédération de progrès" après les élections régionales pour préparer les élections législatives. Mais, d'ici là, la question d'une modification du mode de scrutin devrait être examinée. Car, pour pouvoir passer des accords avec des forces politiques qui émergent depuis quelques années, comme les écologistes, encore faut-il ne pas nier leur représentation à l'Assemblée nationale.

C'est pourquoi Pierre Mauroy a lancé le débat en espérant qu'il débouche sur un projet de loi instaurant une nouvelle donne électorale. Pas question pour autant de jeter aux orties le scrutin majoritaire. Les socialistes penchent plutôt pour "l'instillation" d'une dose de proportionnelle. Reste à déterminer la quantité de ladite dose. Le sujet est délicat et certains ténors du PS ont montré qu'ils y étaient très sensibles. N'a-t-il pas été utilisé par Michel Rocard, en 1985, pour démissionner du gouvernement ?

Jean-Pierre Bedeï

Le mal absolu

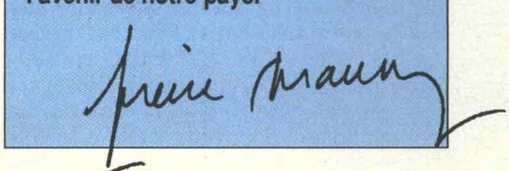
Le quotidien "Présent" qualifie les agressions racistes menées par les néonazis allemands "d'animations". La fête du Front national est l'occasion d'une mise en scène, d'un culte du chef, d'un recours au sacré qui évoquent malheureusement des souvenirs historiques bien précis. Michel Poniatowski, toujours à la pointe de l'excès, prône l'alliance avec l'extrême droite pour éviter que la France ne devienne "un boulevard africain et socialiste". Valéry Giscard d'Estaing, après un examen attentif des sondages, assimile l'immigration à une invasion.

Comment ne pas s'inquiéter d'une telle dérive ? "Se haïr et se mordre parce qu'on n'a pas le crâne absolument pareil est la plus monstrueuse des folies", écrivait Emile Zola. Cette folie constitue pour nous, aujourd'hui, un mal absolu. Un mal qu'il nous faut vaincre.

Doit-on pour cela substituer au clivage gauche-droite, qui serait, nous dit-on, devenu archaïque, un front anti-Le Pen ? La clarté du débat démocratique s'en accommoderait-elle ? Je ne le pense pas. Je souhaite en tous cas qu'on ne soit jamais obligé d'en arriver là. L'heure est aujourd'hui au combat contre le Front national.

Combattre le Front national suppose d'abord de traiter socialement les maux qui expliquent son ascension. La loi sur la ville, le plan pour l'emploi, la répression contre les employeurs de main-d'œuvre clandestine, l'amélioration de notre système de formation, participent de cette volonté. Le gouvernement agit et mérite notre soutien.

Combattre le Front national suppose également une action politique déterminée. Nous devons répondre politiquement aux simplifications, aux mensonges et aux fantasmes. Nous devons nous battre avec lui politiquement en le mettant en contradiction avec ses provocations démagogiques à partir des votes et non au cours de débats médiatiques aussi inefficaces que dangereux. Nous devons montrer la plus extrême vigilance et dénoncer les petits compromis de la droite qui annoncent les grandes compromissions. Nous devons surtout être présents sur le terrain, à l'écoute, mobilisés et attentifs, car c'est là que se joue l'avenir de notre pays.



Fourier, Saint-Simon et quelques autres

"Après Marx, qui ?" s'interroge "Le Monde". Question judicieuse à l'heure où les socialistes nourrissent un nouveau projet. Mais elle laisserait supposer que le marxisme a régné sans partage sur le mouvement ouvrier français.

Or, plusieurs traditions, penseurs ou écoles ont influencé au moins autant sa pratique, sinon son discours, que l'auteur du "Capital". C'est ce que suggère Jacques Julliard dans le "Nouvel Observateur" (1). Selon lui, le mouvement ouvrier français, "même à l'époque où les ouvriers votaient pour le PCF" était plus proudhonien que marxiste. L'une des raisons du rapport compliqué du socialisme français avec le marxisme tient en ce que les deux événements qui ont structuré la vision de Marx du changement sont français. Sa conception de la transition révolutionnaire subit l'influence de la Révolution française et particulièrement de 1793. Dans la Commune de Paris, il voit le symbole du soulèvement du prolétariat ouvrier. Ces révolutions, auxquelles il faut ajouter 1848, ont fait que l'histoire a été largement française de 1789 à 1870. Elles ont fourni un certain nombre de principes à ce qu'on appellera le socialisme.

La paternité du mot socialisme semble revenir à l'anglais Owen (1771-1858). Autodidacte, directeur de filatures de coton, il expérimenta ses théories sociales dans son village écossais de New Lanark, puis en Amérique, avant de finir syndicaliste et coopérateur. Son apport essentiel est d'avoir décelé l'importance du milieu sur la personnalité, les maux de la société ne pouvant être guéris que par l'amélioration des conditions sociales. Marx et Engels relèguent Owen, comme ses contemporains Saint-Simon (1760-1825) et Fourier (1772-1837), au purgatoire du "socialisme utopique". Ils en font à la fois des précurseurs du socialisme moderne et des "rêveurs" qu'ils opposent à leur "socialisme scientifique". Cette distinction n'a plus guère de sens aujourd'hui, la politique ne pouvant passer pour une science, sans sombrer dans le dogmatisme le plus épais, et la vision futuriste de Marx, société communiste et dépérissement de l'Etat, se révélant aussi utopique que celles qu'il dénonçait.

Le saint-simonisme et le fouriérisme ont eu de nombreux adeptes, d'Auguste Comte à Cabet, en passant par Pierre Leroux ou Enfantin. Saint-Simon a souvent été présenté comme le père de la technocratie. Ses disciples se sont illustrés en préconisant des grands travaux, à l'époque jugés farfelus, comme les percements des canaux de Panama et de Suez (2). Il y a comme un héritage de 1789 dans son exaltation de la méritocratie et d'une nouvelle religion d'inspiration chrétienne dont la cléricature serait exercée par les grands penseurs. Mais sans les pouvoirs de l'Etat du jacobinisme. "L'action de gouverner proprement dite sera restreinte le plus possible", les experts issus de la classe des producteurs (qui regroupe sciences, beaux-arts et arts et métiers) administrant plus les choses que gouvernant les hommes. Personnage singulier, Charles Fourier conjugue dans sa théorie délires et intuitions. Il invente une organisation sociale, le phalanstère, comptant 1610 individus. Le caractère pesamment totalitaire de sa construction est atténué par l'intégration des passions dans sa théorie. Ne pas les brimer, mais au contraire modeler sur elles l'organisation sociale, rendre le travail attrayant. En revanche, s'il prône un "garantisme" assurant à chacun un minimum vital et la sécurité, le droit au travail "sans lesquels tous les autres droits de l'homme sont inutiles", "un régime où chacun, même le plébéien le plus pauvre, soit associé et propriétaire", la dimension proprement égalitaire, et non pas seulement solidariste, est absente, "le rapprochement des fortunes... est la disposition la plus contraire à la nature de l'homme." La postérité de Fourier passe par André Breton, qui lui consacra une ode, "Mai 68", qui le remit à la mode. Mais aussi par Proudhon dont l'influence posthume fut importante sur la Commune et les tendances anarcho-syndicalistes du mouvement ouvrier français.

C'est toute la richesse et l'ambiguïté du mouvement socialiste français de s'être revendiqué à la fois jacobin et fédéré avant que d'être marxiste.

Bernard Chaouat



◀ *Charles Fourier.*

(1) La gauche après Moscou (II). Retour à la vieille maison. "Le Nouvel Observateur", n° 1403, 26 septembre au 2 octobre 1991.

(2) Une exposition, "Les saint-simoniens et l'Egypte", est organisée jusqu'au 10 novembre à l'Institut du monde arabe, 1 rue des Fossés-Saint-Bernard, 75005 Paris.

il y a trente ans

■ UNE NUIT D'HORREUR ■ ET DE HONTE

Mardi 17 octobre 1961, les dirigeants du FLN appellent les Algériens à manifester dans les rues de Paris pour protester contre le couvre-feu... Maurice Papon, préfet de police, avec l'accord de Roger Frey, ministre de l'Intérieur, et la bénédiction de Constantin Melnik "conseiller technique" auprès du premier ministre Michel Debré pour les questions de "sécurité et de renseignement", décide de lancer ses forces de police contre des hommes et des femmes qui veulent leur dignité. Alors que la guerre s'éternise malgré le verbe gaullien, la capitale de la France (la France des droits de l'homme), pendant des heures, va connaître un déferlement de violence, un déchaînement encouragé d'horreurs. Les flics tabassent, insultent, humilient, traquent, frappent, blessent, assassinent, balancent dans la Seine ceux qui, selon les termes d'un bourreau, méritent de figurer dans les rapports officiels à la rubrique NPB (noyé par balles)...

"Une nuit d'horreur et de honte", selon l'expression de Michel Winock dans sa "Chronique des années 60" (Le Seuil) qui ne connaîtra aucun châtiment car, comme le note avec cynisme Constantino Melnik dans "100 jours à Matignon" (Grasset), "aucune enquête ne fut ni demandée ni ordonnée pour rechercher les responsables et déterminer le nombre des victimes.

Trente ans après cette tragédie meurtrière, un livre et un album viennent rappeler les faits, secouer les mémoires oublieuses, inertes, fatiguées.



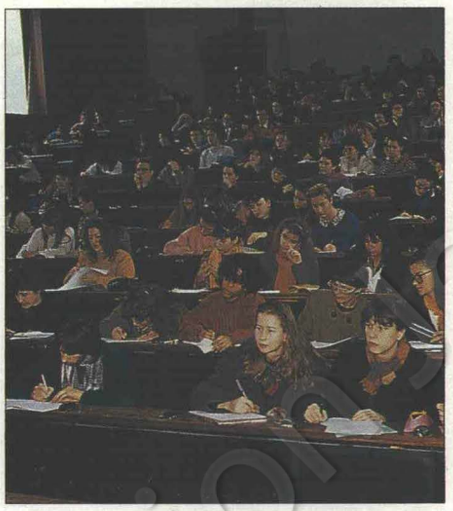
Jean-Luc Einaudi, avec "La Bataille de Paris" (Le Seuil), ouvre, en fanfare, la nouvelle collection "Libre examen", dirigée par Olivier Betourné : l'auteur a consulté les registres des cimetières, lu la presse, parcouru les débats parlementaires, écouté ceux qui acceptent de raconter l'irracontable. En effet, au lendemain de la boucherie, on ment. Maurice Papon aboie : "La police a fait ce qu'elle devait faire."

UNIVERSITÉ

les moyens d'assurer la formation continue

Un rapport du Comité national d'évaluation (CNE) est assez souvent un pavé dans la mare. Ainsi, le dernier, "Universités : les chances de l'ouverture".

Fondé en 1984, par Alain Savary, le CNE était alors chargé d'une mission très nouvelle dans l'Education nationale : évaluer les universités. Depuis, l'organisme, présidé par François Luchaire, a mesuré les compétences et incompétences de 54 universités et grandes écoles, suscitant parfois des grincements de dents.
Les chances de l'ouverture de nos universités ? Première réponse, optimiste et dérangeante pour tous ceux qui se complaisent dans le dénigrement du niveau de nos facultés : non seulement elles sont importantes dans le cadre européen mais, déjà, la France est le pays qui attire le plus d'étudiants d'autres pays de la Communauté : 150.000 étrangers sont inscrits dans nos universités, soit 10% des effectifs, beaucoup plus qu'en Allemagne ou en Grande-Bretagne (5,3% et 5,2%). Tout ne va cependant pas pour le mieux dans le meilleur des mondes universitaires possibles. D'abord, l'Université n'a pas su se placer sur le terrain de la formation continue : elle ne



reçoit que 617 millions sur un budget total de 84 milliards. Pour faire face à la nécessité de formations locales à la carte, exigeant souvent des connaissances dispensées par plusieurs universités, le CNE suggère la création d'instituts interuniversitaires, fonctionnant comme des entreprises et pouvant faire appel à la fois à des enseignants et à des professionnels du privé.
Second point faible, selon le Comité, les filières professionnelles. Là, il suggère la création de filières en alternance comprenant une part importante de stages en entreprise : "Si les enseignants ne le font pas, cela se fera en dehors d'eux", a affirmé nettement François Luchaire.
Autre chantier pour le CNE, la multiplication des relations entre universités et collectivités territoriales. Avec un préalable : "Je ne pense pas que le moment soit venu de transférer aux régions l'ensemble des compétences relatives à l'enseignement supérieur." En revanche, le CNE appelle à une intervention croissante des collectivités territoriales pour tout ce qui concerne la vie des étudiants : il propose notamment que les œuvres universitaires (CROUS) relèvent des départements. "Je ne prétendrai pas que toutes nos recommandations soient immédiatement mises en œuvre ; c'est cependant souvent le cas", a conclu François Luchaire. Des changements de fond en perspective...

P.J.

A l'Assemblée nationale, Roger Frey répond au centriste Eugène Claudius-Petit : "Je n'ai pas le début du commencement d'une ombre de preuve" et refuse, au Sénat, la commission d'enquête demandée par Gaston Defferre. Jean-Luc Einaudi évoque, aussi, les décennies de désinformation. Qui, parmi les pieux biographes du fondateur de la Ve République, s'est attaché à ces pages sanglantes ? Pas de fissure pour les statues. Un jour, la vérité arrive. Enfin !
L'album d'Anne Tristan s'inscrit dans la commémoration des événements du 17 octobre. L'association "Au nom de la mémoire" (1) édite "Le Silence du fleuve", réalise un film (2), constitue un fonds d'archives, organise à la Sorbonne un colloque le samedi 19 octobre.
Anne Tristan met en perspective ces mois de déchirures où la chasse aux faciès était un sport apprécié des exécutants de Maurice Papon. Les nombreuses photos témoignent avec une terrible efficacité. Que fait la gauche ? Emiettée, désarticulée, elle commence, lentement, sa reconstitution. Dans les rangs policiers, on peut entendre de timides protestations, mais le chœur de la répression domine.
Combien d'assassinés ? Plus de deux cents. Deux cents au moins... Jean-Luc Einaudi et Anne Tristan : indispensables pour notre mémoire et notre histoire.

P.Y.

(1) 66 rue René-Boulanger, 75010 Paris. ☎ 42.45.13.80
(2) Projection, le 21/10 à 17h30 : Institut du monde arabe, 1 rue des Fossés-Saint-Bernard, 75005 Paris.

BREF... EN BREF... EN

■ "Un contrat pour l'éducation", c'est ce que propose la FCPE à tous les acteurs du système éducatif : enseignants, associations périscolaires, gouvernement, collectivités locales, entreprises, "une sorte d'engagement moral des parties intéressées à mener à bien l'amélioration de la formation".

■ **2,5 millions d'écoliers bénéficieront de contrats d'aménagement du temps de l'enfant (CATE) d'ici à un an, annonce Frédérique Bredin. 235 millions de F supplémentaires y seront affectés en 1992, avec une priorité pour les établissements en zone d'éducation prioritaire.**

■ Europea : 15.000 jeunes Européens, de 500 lycées agricoles, dont 230 français, participent, à partir du 24 octobre et jusqu'à l'arrivée à Strasbourg, le 8 mai, au relais de lancement d'Europea. Idée du ministre français de l'Agriculture, adoptée par tous les pays de la CEE, ce projet européen pour l'enseignement agricole prévoit : rencontres de jeunes, multiplication de stages à l'étranger, création d'un réseau européen de formation professionnelle et échanges interuniversitaires.

■ **100 millions de F pour les projets culturels dans les quartiers défavorisés en 1992.**

■ Prix Nobel de physique 1991 au Français Pierre-Gilles de Gennes, professeur au Collège de France, pour ses travaux sur les structures des formes compliquées de la matière. La France n'avait pas reçu de prix Nobel de physique depuis 1970, avec Louis Néel.

■ **Les Brestois invités à freiner leur consommation d'alcool pendant trois jours. Initiative de la mairie, du conseil général, des PTT, de l'EDF et de la marine nationale. But : faire comprendre aux consommateurs d'alcool qu'ils peuvent s'abstenir "sans ressentir le moindre trouble".**

■ 50% des cas de sida sont en Ile-de-France. 33.500 malades sont suivis à l'hôpital chaque trimestre. Parmi eux, 58% travaillent à temps partiel, 36% restent chez eux, 6% sont hospitalisés. Coût total de l'infection : 2.600 millions en 1991 contre 1.977 millions de F en 1990 (source : "Sida et hôpital", publiée par le ministère des Affaires sociales).

■ **Mozart serait mort d'avoir absorbé trop de mercure et d'antimoine, non de pulmonie. Un médecin anglais, Ian James, relance le débat sur la mort du musicien.**

■ Le paludisme atteint 500 millions de personnes, plus de 2 milliards sont exposées au risque de contamination. En voie de disparition il y a quinze ans, le paludisme, qui tue 2 millions de personnes chaque année, est une des principales causes de mortalité dans le monde.

■ **50 vidéogrammes, issus du patrimoine télévisuel de l'INA, à la disposition des CDI (centres de documentation et d'information) des collèges des zones prioritaires : une première qui concrétise le développement de l'audiovisuel à l'école.**

LE PLAN EMPLOI

entre grogne et budget

Edith Cresson a multiplié les gestes de bonne volonté pour améliorer la situation sociale. Elle a dialogué, la semaine dernière, avec les syndicats, et lancé, ce mercredi, le plan emploi qui devrait avoir des résultats concrets rapidement. De quoi désamorcer les colères, pour le moment.

Enfin, il est sorti, le plan emploi. Nouveau à plus d'un titre. Présenté au conseil des ministres, mercredi, son contenu a été en partie révélé par Edith Cresson aux dirigeants de la CFDT, de la CFTC, de la FEN et de la CGC qu'elle recevait vendredi dernier. En sortant, ceux-ci avaient le sentiment "d'avoir obtenu un certain infléchissement de la politique du gouvernement".

Le Premier ministre les a informés des mesures en préparation pour favoriser l'embauche des jeunes non qualifiés par le biais d'une diminution des charges sociales et le développement des emplois de services aux personnes grâce à des déductions fiscales. Pour les quatre syndicats, ces mesures -qui coûtent 7,5 milliards- "peuvent avoir un effet rapidement, c'est incontestable." Elles seront financées en anticipant sur les sommes qui viendront de l'ouverture du capital des sociétés nationales aux capitaux privés.

Le plan emploi de Martine Aubry est destiné à des catégories de population bien particulières. Le temps n'est plus aux mesures tous azimuts dont le saupoudrage vise tout le monde à la fois et peu de monde, concrètement, en particulier. En faisant le bilan de ces procédures, les experts se sont aperçus qu'en fait, elles volaient au secours d'emplois qui, de toutes les façons, auraient été créés et que l'on a aidés inutilement, et qu'en revanche elles avaient eu un très faible impact pour amener à créer de vrais emplois pour ceux qui en auraient eu bien besoin.

Les quatre syndicats avaient d'autres raisons d'être satisfaits. Le Premier ministre, après avoir procédé avec eux à un examen de la situation économique, a souligné que le budget 1992, dont l'examen a commencé à l'Assemblée nationale, se traduit par un déficit budgétaire plus important que prévu, et concourt ainsi au soutien de l'activité économique. Une façon de parler, sans le dire, de la relance que les syndicats demandent à grands cris depuis plusieurs semaines. Mais, aussi, de mettre l'accent, mine de rien, sur d'autres mesures, comme l'augmentation des crédits au logement, les aides à l'aménagement du territoire, le maintien du remboursement de la taxe professionnelle pour l'embauche et l'investissement, etc. Et qui, toutes, se traduisent, qu'on le veuille ou non, par des dépenses supplémentaires et donc une augmentation du déficit.



▲ *Martine Aubry. Un satisfecit pour son plan emploi.*

Mais tout cela se traduira-t-il, concrètement, dans le budget en train d'être examiné ? C'est parce que les syndicats disent, en privé, avoir des raisons d'en douter, qu'ils se sont réunis ce jeudi, après le deuxième rendez-vous de négociations sur les salaires des fonctionnaires. Ils veulent voir comment continuer à faire pression et s'opposer aux tentations qu'ils croient déceler, du côté de Bercy, pour s'en tirer avec des artifices comptables qui permettraient de masquer l'augmentation du déficit. Au cas où la suite des événements risquerait de leur donner raison, on pourrait aller vers une série de manifestations à Paris et en province au début de novembre. Bien différentes, donc, de la grève de 24 heures voulue par FO et la CGT, le 24 octobre.

Malgré tous les efforts d'Edith Cresson pour désamorcer la grogne sociale, les prochaines semaines risquent d'être encore agitées.

M.G.

BREF... EN BREF... EN

■ **Le gouvernement va proposer au Parlement de porter immédiatement de 45 à 70% le dégrèvement appliqué en 1991 aux parts départementale et régionale de la taxe foncière sur les propriétés non bâties due au titre des prés, prairies naturelles, herbages, pâturages et landes.**

■ "L'automne ne sera pas chaud. Contrairement à ce que d'aucuns annonçaient;" C'est, en tout cas, l'avis de "Actualité", mensuel de l'Union des industries métallurgiques et minières, dans un article sur la situation sociale intitulé "Rentrée Canada dry".

■ **Bull est estimé à 5,6 milliards par la Commission d'évaluation des entreprises publiques. Cette estimation était rendue nécessaire par l'entrée officielle du Japonais NEC, le 30 octobre, dans le capital du groupe, à l'occasion d'une augmentation de capital qui lui est spécialement destinée.**

■ Sur 190.000 entreprises fondées en 1985, 6.800 étaient des filiales d'une autre société qui employaient plus de 100.000 personnes. Cinq ans plus tard, en 1990, les filiales survivantes employaient le même nombre de salariés : leur effectif moyen est six fois plus important que celui des autres créations.

■ **L'ensemble de la sidérurgie lorraine en grève le mercredi 23 octobre à l'appel de la CGT, de la CFDT, de la CFTC et de la CGC, pour protester contre les annonces de fermeture de sites à "Lorfonte" et "Lormines". Les mineurs de fer de Lorraine les auront précédés de quelques jours, avec une journée d'action le 15 octobre.**

■ Dans la nuit de dimanche à lundi, dans le département des Landes, a été inauguré un nouveau moyen de lutte : les serrures de plusieurs perceptions de campagne ont été bloquées à l'aide de colle. Ce serait un "collectif" d'agriculteurs, notamment de producteurs de canards, qui avait décidé de "sceller 200 portes" pour protester contre la chute des cours.

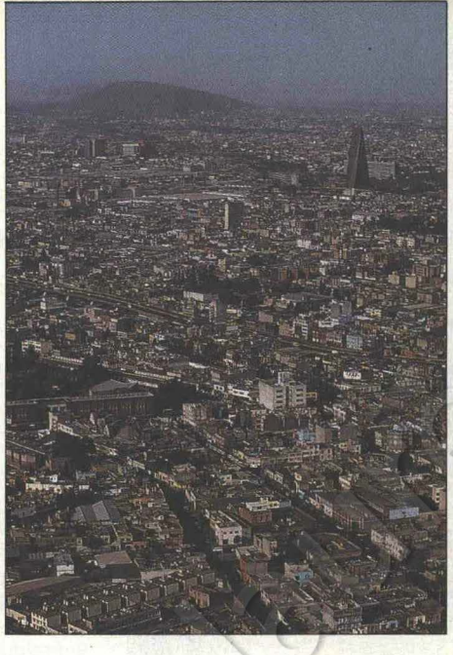
■ AUX URNES, EPARGNANTS ! ■

Les Caisses d'épargne, une institution quasiment bicentenaire, vont entrer en campagne électorale. Les fédérations d'épargnants ont jusqu'au 15 novembre pour déposer des listes pour les élections des conseillers consultatifs, le 20 décembre au plus tard. Ces conseillers consultatifs, qui doivent représenter l'ensemble des catégories socio-professionnelles d'épargnants, éliront ensuite un certain nombre de membres du conseil d'orientation et de surveillance.

Jusqu'à présent, la FNAE, Fédération nationale des associations d'épargnants -qui rassemble des épargnants plutôt de gauche, militants politiques, mutualistes et syndicalistes- était seule en piste. Mais, à l'occasion de ces élections, d'autres fédérations sont en cours de fondation, dont une directement inspirée du Front national. Une telle multiplication n'est pas l'effet du hasard. Les conseillers consultatifs ont vocation de défendre les droits des épargnants. La FNAE, dans le passé, est intervenue à plusieurs reprises pour faire créer ou améliorer des produits nouveaux, comme le livret épargne logement, le livret d'épargne populaire, etc. D'autres, au contraire, aimeraient bien que les caisses d'épargne soient une simple banque de plus.

peut-on soigner la mégalo des villes ?

Mexico augmente de 2.000 habitants par jour. En 2020, 60% de la population mondiale sera urbaine. Les embouteillages parisiens coûtent, chaque jour, l'équivalent de ce que Lyon produit. Allons-nous tous finir dans une ville géante ?



▲ *Mexico, l'attraction irraisonnée du mythe urbain.*

C'est une des questions qui seront abordées, ce week-end, à Saint-Dié (redevenue Saint-Dié-des-Vosges), à l'occasion du deuxième Festival international de géographie. Rémy Knafou, directeur scientifique du Festival, explique la démarche intellectuelle employée.

"La croissance urbaine a commencé depuis qu'il y a des villes, depuis la plus haute antiquité : les villes les plus anciennes ont été repérées en Irak et ensuite en Anatolie (Turquie). On sait que le processus de croissance de villes importantes au siècle dernier, Londres, Paris, New York... a fait coïncider l'attraction démographique et la concentration du pouvoir économique. Aujourd'hui, dans la croissance spectaculaire des villes du tiers monde (Djakarta, Rio, Sao Paulo, Mexico...), l'attraction démographique se produit sans que les mécanismes de création de richesses soient comparables."

Certes, en France, la prédominance de Paris correspond à un fait historique original -une concentration exceptionnelle pour un pays riche (un cinquième de la population)- doublé d'un mécanisme de centralisation politique. A partir de cette donnée, les géographes rappellent : "Pendant un certain temps, on pensait que tout ce qui était bon pour Paris était bon pour la France. Après la Seconde Guerre mondiale, il y eut un livre choc : "Paris et le désert français" (Jean-François Gravier, 1947). D'où la naissance de l'aménagement du territoire et de politiques qui ont elles aussi varié : on a pensé qu'il fallait créer des métropoles d'équilibre pour contrebalancer le pouvoir parisien, puis on a préféré mettre en avant les villes moyennes.

Il n'y a apparemment pas de solution miracle : malgré les taxes sur les bureaux ou les créations de nouvelles industries, les entreprises n'ont pas hésité à payer pour s'installer dans la région parisienne. On peut donc admettre que l'Etat peut seulement essayer de limiter les dégats. D'autant qu'inverser les processus impliquerait que les citoyens aient d'autres schémas mentaux, d'autres représentations des villes et des campagnes. Comment, par exemple, retenir les jeunes en montagne ? Si leur représentation de la société, leur idée du bonheur est d'aller ailleurs ?"

Décentraliser autoritairement, est-ce suffisant ? Apparemment non, répond Rémy Knafou : "Lorsqu'on on a commencé à diffuser des techniques nouvelles, d'informatique, de télématique, de transmission à distance, on a cru possible de décentraliser facilement des activités, en particulier du secteur tertiaire. Ces espoirs se sont révélés être des illusions. Les détenteurs du pouvoir ont toujours besoin de se rencontrer physiquement et il demeure des périmètres sacrés où il faut être à tout prix. Cela semble prouver que rien ne remplace le contact humain. Mais le côté négatif est le risque de désertification. L'espace rural sous-peuplé coûte aussi très cher et un espace vide est un espace à prendre. Pour que les sociétés rurales puissent recevoir en grand nombre des gens avec un capital culturel différent et en tirent bénéfice, elles ne doivent pas être en trop mauvais état, sinon, on risque une réaction de rejet primaire." En d'autres termes, n'est-il pas déjà trop tard pour construire les villes à la campagne, comme le demandait Alphonse Allais ?

Maryline Trassard

■ DEUX QUESTIONS À CHRISTIAN PIERRET, MAIRE DE SAINT-DIE-DES-VOSGES ■



Pourquoi un festival de géographie à Saint-Dié-des-Vosges ?

Parce que Saint-Dié-des-Vosges est une ville de savoir -c'est là qu'a été dessinée la première carte du monde intégrant le nouveau monde sous le nom de "America"- et une ville de faire-savoir, la patrie de Jules Ferry. De la carte et de l'école est donc née l'idée d'un festival de géographie, qui soit à la fois l'occasion de rassembler des chercheurs de tous horizons et d'associer un large public. Ainsi, l'année dernière, avons-nous rassemblé autour d'Haroun Tazieff 15.000 visiteurs, sur le thème des "découpages du monde".

Comment qualifier une géographie s'intéressant à ces phénomènes urbains ?

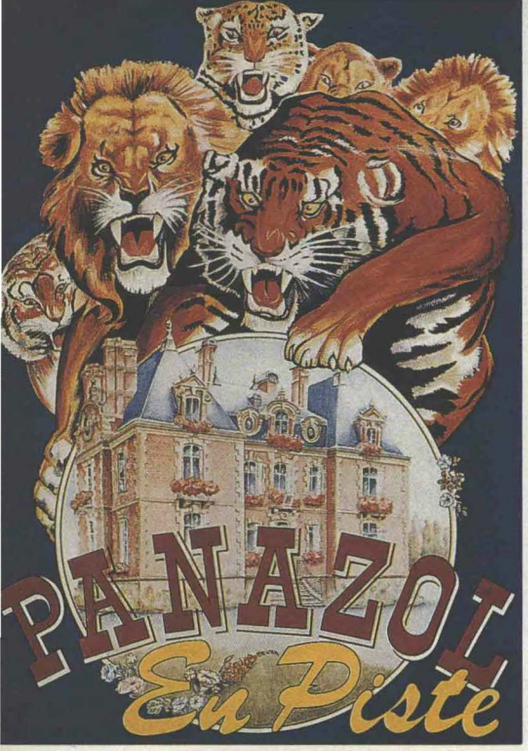
La géographie est profondément ancrée dans les préoccupations de notre temps. Les phénomènes urbains sont au cœur des enjeux du XXIe siècle, comme l'illustrent les tensions que nous rencontrons aujourd'hui dans les banlieues, ou celle que connaissent, à une autre échelle, Moscou, Soweto, Dubrovnik ou Mexico. C'est aussi sur une redéfinition des formes et des fonctions des villes que repose, dans l'avenir, l'idée de progrès dans nos civilisations urbaines.

BREF... EN BREF... EN

■ "Je ne serai pas le maire de la décadence", a déclaré Roger Quilliot, maire de Clermont-Ferrand depuis 1973, en annonçant sa démission, lundi dernier. Face à d'importantes difficultés économiques (le plan social de Michelin prévoit la suppression de 2.500 emplois), Roger Quilliot interpelle les "pouvoirs publics qui semblent se désintéresser de notre agglomération." Pour l'Auvergne "qui va encore plus mal que Clermont-Ferrand", il attend un plan analogue au plan Lorraine. Roger Quilliot souhaite la délocalisation de services de l'Etat, décidée par le comité interministériel d'aménagement du territoire. Le président du groupe socialiste, Jean Auroux, estime que "le conseil régional est grandement responsable du retard pris par cette région." Roger Quilliot, qui a appris, mardi, qu'il rencontrerait le Premier ministre le 24 octobre, a indiqué que sa décision n'était pas définitive mais "dépendrait de l'évolution des choses."

■ **4,8% des emplois en Ile-de-France sont occupés par des provinciaux (soit 243.000 personnes) selon l'INSEE. La progression a toutefois été moindre de 1982 à 1990 (4%) que de 1975 à 1982 (9%).**

■ A Soulaines-Dhuys (Aube), le centre de stockage de déchets radioactifs sera opérationnel avant la fin de 1991 (20.000 à 30.000 m³ par an). Il prendra ainsi la suite du centre de la Manche (proche du site de l'usine de La Hague) qui devrait être comble en 1994. Les installations sont prévues pour trois siècles, le temps de rendre les déchets inoffensifs.



Musique, cinéma, cirque et... pourquoi pas, un week-end de voile ?

• PANAZOL EN PISTE •

Panazol, du 17 au 28 octobre

En Haute-Vienne, un authentique festival du cirque, dans l'esprit de celui de Monaco. Au programme : des expositions, des animations en milieu scolaire et dans toute la ville, des spectacles et une soirée de gala avec le célèbre cirque Christiane Gruss.

La municipalité de Panazol et "Vendredi" offrent à nos abonnés 10 invitations pour deux personnes.

• JAZZ SUR SON 31 •

Haute-Garonne, du 15 au 30 octobre

"Autour de Mingus", version 91 de ce 5e Festival de jazz en Haute-Garonne. Une programmation aussi cosmopolite qu'exceptionnelle (Aldo Romano, Betty Carter, Herbie Hancock, Irakere, Ali Farka Touré...), mais aussi cinéma, animations de rue, expo... la fête des sons et des sens dans tout le département.

L'A.D.D.A. et "Vendredi" offrent 10 invitations à nos abonnés.

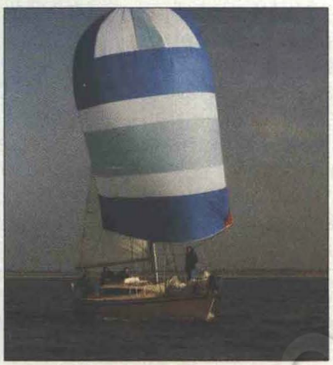
Pour obtenir les places
☎ 45.56.78.56 / 78.57

Pour connaître les programmes
- "Panazol en piste" ☎ 55.06.47.96
- Kassav' ☎ 68.25.42.09
- Journées cinématographiques d'Orléans ☎ 38.62.75.30
- "Jazz sur son 31" ☎ 61.21.31.00
- Le théâtre des Amandiers ☎ 46.14.70.00

• VOILE EN BRETAGNE SUD •

Découvrir le golfe du Morbihan et ses 365 îles, la rivière d'Auray... à des prix "club" pour nos abonnés. C'est à bord du "Flore des Isles" (Gib Sea 28-9m), avec Roland Druais.

Week-end : 150 F/jour + nourriture.
Accueil "ado" vacances scolaires : 1.800 F/semaine + nourriture.
Renseignements : (16) 40.86.28.45



• 13e JOURNEES • CINEMATOGRAPHIQUES D'ORLEANS

Le Carré Saint-Vincent, du 5 au 12 novembre

Le festival d'Orléans se tourne cette année vers la Turquie : une trentaine de films qui sont autant de "Portraits de femmes dans le cinéma turc". Seconde rubrique "Ciné/Roman : USA" ou les rapports entre la littérature et le cinéma. Enfin, une compétition de 10 films internationaux inédits, une série de courts métrages français et deux expositions viendront compléter cet événement majeur de la vie culturelle orléanaise.

Le Carré Saint-Vincent et "Vendredi" offrent à nos abonnés 20 places gratuites sur l'ensemble de la programmation.

• KASSAV' •

Cuxac, le 26 octobre

Ça va zouker cette année à la Fête de la rose de la fédération de l'Aude. Kassav', en exclusivité dans la région... mais aussi un récital Virgil, René Coll et sa formation et de nombreuses animations tout au long de la journée.

La fédération socialiste de l'Aude et "Vendredi" offrent à nos abonnés 20 entrées gratuites.



500.000 lecteurs c'est possible... avec vous !

Faites connaître gratuitement Vendredi, pendant 10 semaines à :

Nom.....	Nom.....
Adresse.....	Adresse.....
Code postal.....	Code postal.....
Ville.....	Ville.....
Nom.....	Nom.....
Adresse.....	Adresse.....
Code postal.....	Code postal.....
Ville.....	Ville.....

Abonnez-vous !

BON DE COMMANDE

A renvoyer à : "Vendredi" Service lecteurs
10 rue de Solferino
75333 Paris cedex 07

Merci de penser à joindre votre bande adresse

Nom.....

.....

Adresse.....

.....

Code postal.....

Ville.....

❑ *1 -* *Je m'abonne à "Vendredi" pour un an : **250 F***
*(DOM-TOM - CEE : **400 F** autres pays : **600 F**)*

❑ *2 -* * Avec mon abonnement je commande :
❑ "Enquête à l'intérieur du PS" : **350 F**

❑ *3 -* Je suis abonné à "Vendredi" et veux recevoir uniquement
❑ l'album "Dessins inspirés par l'actualité" : **100 F**
❑ "Enquête à l'intérieur du PS" : **140 F**
❑ "Dessins inspirés par l'actualité" et "Enquête à l'intérieur du PS" : **200 F**

Soit au total.....F

Ci-joint mon paiement par chèque bancaire ou postal

Date *Signature*

*** Pour tout ABONNEMENT, un cadeau : le pin's "Vendredi"**

CETTE PAGE CLUB EST A VOUS

Que se passe-t-il chez vous ? Faites connaître ici vos spectacles et manifestations, vos produits, vos coups de cœur.

■ A l'affiche du club ■

(voir "Vendredi" n° 117)

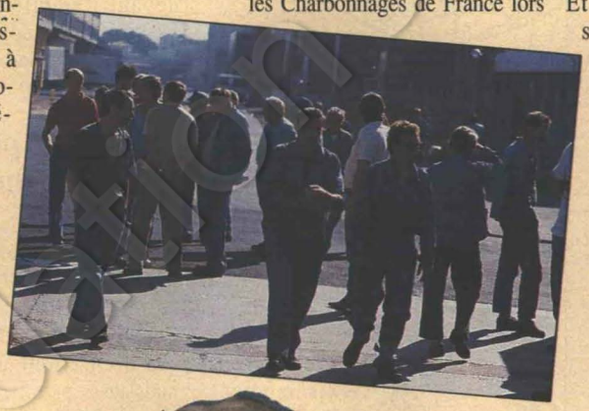
■ *"Fantasio" et "Les Caprices de Marianne", théâtre des Amandiers, Nanterre, jusqu'au 20 décembre.*

DOSSIER

LES LICENCIEMENTS, MOYEN DE GESTION DU PERSONNEL ?

Citroën-Rennes, Air France... la liste des suppressions d'emplois s'allonge dans les entreprises, des plus petites aux plus grandes, des privées aux nationales. Or, suppressions d'emplois supposent encore souvent licenciements, alors que bien d'autres procédures pourraient être mises en jeu pour éviter cette issue. Souvent aussi, et c'est plus grave, les employeurs font payer par la collectivité leurs erreurs de gestion.

Disons-le tout net : il y a, parfois, détournement de procédure. Les plans sociaux ont été voulus par le législateur pour éviter que les restructurations nécessaires des entreprises ne se soldent pas uniquement par des licenciements et qu'en tout état de cause ceux-ci n'interviennent pas seuls. Une gestion plus souple des suppressions d'emplois, parfois indispensables, est possible, grâce à toute une panoplie de procédures allant de la convention de formation aux préretraites, etc., en plus de mesures plus classiques comme le reclassement à l'intérieur de l'entreprise ou dans une autre société. Avec la gestion prévisionnelle des emplois, Jean-Pierre Soisson est allé encore plus loin, quand il était ministre du Travail, en suggérant aux entreprises de traiter les difficultés en amont, calmement, avant qu'il ne soit trop tard, et en accord avec les partenaires sociaux à qui l'on donne toutes les informations nécessaires. Certaines entreprises ont eu à honneur de faire les choses correctement : les Charbonnages de France lors de la grande débâcle de la sidérurgie ; Phildar, dans le Nord-Pas-de-Calais, qui, en trois plans sociaux successifs, a réussi à reclasser plus de 80% des salariés licenciés ; mais aussi, aujourd'hui, Pechiney qui se bat pour réindustrialiser le site de Noguères et a déjà contribué à faire créer 800 emplois alors que son usine en perdait 600.



Et voilà que, depuis plusieurs semaines, les suppressions d'emplois tombent comme à Gravelotte. La liste est longue, et elle risque de s'allonger encore puisque chacun sait maintenant que la reprise sera tardive et timide. Bien des entreprises, grandes, moyennes ou petites, qui licencient aujourd'hui, ne peuvent plus faire autrement. Mais il est évident aussi que certaines en prennent à leur aise et tentent de faire en sorte que la collectivité prenne en charge leur incapacité à élaborer une stratégie à long terme. Officiellement, bien sûr, elles sont irréprochables et présentent un plan social : la loi les y oblige. En fait, la plupart de ces plans sont calqués sur le même moule. Pour essayer d'éviter une trop longue liste de licenciements secs, qui

Dossier préparé par Monique Grima et Chrystie Lipani

AIR FRANCE : DECROCHAGE

Un plan de vol qui prévoit la suppression de 3.000 emplois

Evoluant dans un contexte nouveau de compétition accrue et fragilisé par des résultats moyens, Air France, à travers un important plan stratégique, "Cap 93", espère restaurer ses équilibres économiques, "afin de se trouver au démarrage du marché unique européen dans une situation saine." La direction a construit son plan autour de trois thèmes principaux : une réorganisation des structures de la compagnie Air France (simplification de l'organigramme, réduction des échelons hiérarchiques, refonte de la grille de classification et de rémunération), recherche de nouveaux gains de productivité et accélération du processus de construction du groupe Air France. L'objectif étant une réduction annuelle des dépenses du groupe de 1,5 milliard de francs. C'est dans ce cadre que la suppression de 3.000 emplois a été annoncée. La direction prévoit un dispositif social complet "exemplaire, conciliant au mieux les intérêts du groupe et de son personnel : départs naturels, encouragement aux départs volontaires, conversions et reclassements..." Elle indique également que "les instances représentatives du personnel seront associées à cette démarche." La mise en place de cette nouvelle organisation commencera dès le 1er janvier 1992. Les organisations syndicales de l'entreprise ne l'entendent pas de la même oreille. Pour FO, "bien que ces suppressions d'emplois ne se traduisent pas par des licenciements, il est inacceptable qu'elles constituent un objectif." Réaction semblable à la CGT : "On dit qu'il faut supprimer des emplois, explique Raymond Besco, secrétaire général, sans savoir où, ni comment. Nous contestons cette méthode. Le groupe se fixe pour objectif l'évolution de son excédent brut d'exploitation (EBE) de 4.882 millions de francs pour 1991. La démarche du plan est de dire : on n'atteint pas cet EBE. A partir de là, on traduit la réduction des dépenses en économie de frais de personnel. Rien ne justifie ces suppressions. Au contraire, le groupe a besoin de se placer dans une situation de reprise d'activité. Ce n'est pas en supprimant des postes que l'on va améliorer la qualité du service. Il faut garder le personnel, le former davantage et, même, embaucher. Il faut surtout arrêter de supprimer des lignes." "Le plan annoncé, surenchérit Robert Genoves (FO), n'intègre aucune possible évolution du trafic. Pas question d'accepter avec fatalité ce qui nous est présenté comme un état de fait."

fait toujours mauvais effet, elles essayent de la retrécir en se donnant une facade sociale : et valsent alors les incitations au départ volontaire avec de substantielles primes, mais aussi, et surtout, les propositions de mises à l'écart des salariés âgés par le biais de licenciements ou de préretraites ou, plus précisément, de ce qu'on appelle communément (mais improprement) les "retraites FNE", du Fonds national de l'emploi.

Les salariés âgés touchés en priorité

Il ne peut pas ne pas y avoir problème. Les salariés licenciés entre 50 et 55 ans auront des difficultés très sérieuses pour retrouver un emploi : quand ils auront fini leur période d'indemnisation de chômage, ils vont se retrouver en fin de droit, avec des ressources extrêmement faibles en attendant une préretraite amputée. Mais est-il normal que les entreprises, systématiquement, tendent la main aux pouvoirs publics en leur demandant de les aider à licencier en priorité les personnes de plus de 55 ans ? C'est pourtant ce qui se passe depuis que l'UNEDIC a décidé de maintenir jusqu'à la retraite l'allocation de base des chômeurs de plus de 57 ans et trois mois. Est-il normal, aussi, que les entreprises demandent systématiquement des préretraites financées par le Fonds national de l'emploi ? Ces préretraites FNE ont un montant très avantageux et, surtout, le salarié est sûr de la toucher jusqu'à ce qu'il atteigne l'âge légal de 60 ans (voir encadré). Alors qu'un plus de 55 ans licencié verra son dossier passer en commission paritaire quand il atteindra les 57 ans et trois mois et que la prolongation peut lui être refusée.



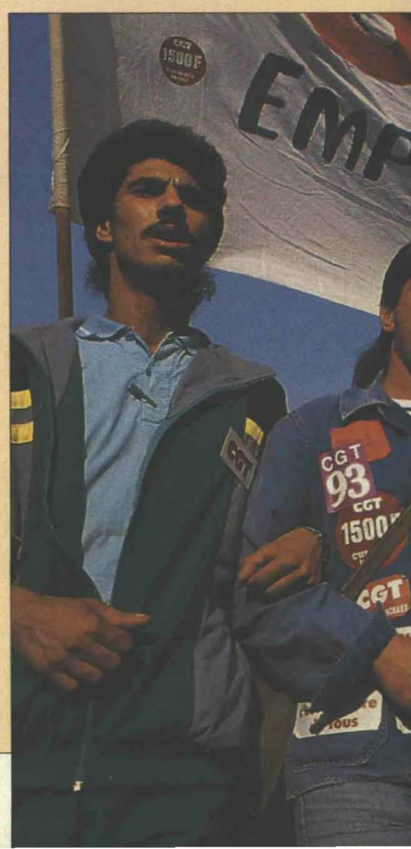
Les deux systèmes sont intéressants pour le salarié, et dérogatoire par rapport au dispositif classique. Ils comportent pourtant une différence de taille. Les entreprises peuvent envoyer un licencié âgé à l'UNEDIC sans demander l'avis des pouvoirs publics. Or, pour proposer des FNE, elles doivent demander l'accord des pouvoirs publics. Qui peuvent lui accorder une convention FNE ou la lui refuser, et qui ont d'ailleurs de plus en plus tendance à les refuser jusqu'à ce que l'employeur présente un plan social plus correct. Mais les entreprises, surtout lorsqu'elles sont importantes pour l'emploi dans une région ou au plan national, ont trouvé, jusqu'à présent, le moyen de les faire céder. Elles clament dans toute la presse leurs projets, avant même d'en informer les premiers intéressés, les salariés. Avec un calcul très simple : le gouvernement sera bien obligé d'accepter, devant l'émotion soulevée par l'annonce de suppressions d'emplois d'une telle ampleur.

Le tour de passe-passe des conventions FNE

Le tour est joué : les pouvoirs publics accordent l'autorisation, et tout le monde est content. Les dirigeants de l'entreprise qui s'en tirent à bon compte, mais aussi, parfois, les salariés eux-mêmes, bien contents de partir à la retraite, ou presque, sans y perdre trop de plumes... et, il faut bien le reconnaître, les organisations syndicales qui préfèrent ce type de suppressions d'emplois indolores pour les salariés concernés plutôt que des licenciements en bonne et due forme. Mais, à ce petit jeu du mistrigri, c'est la collectivité nationale elle-même qui risque d'y laisser beaucoup de plumes. Car une chose est de venir en aide aux salariés âgés licenciés jusqu'à ce qu'ils atteignent leur retraite, autre chose est d'offrir un véritable boulevard aux entreprises pour qu'elles licencient justement ces salariés-là. Une chose est d'accorder une dérogation FNE dans une situation dramatique, comme ce fut le cas, par exemple, dans la sidérurgie, autre chose est que ces dérogations deviennent un moyen habituel de gestion du personnel. Et le pire est que, ce petit jeu-là, même les grandes entreprises nationales ont coutume de l'utiliser comme la norme.

Martine Aubry, en tant que ministre du Travail, est la première à reconnaître que "les réductions d'effectifs annoncées ont, dans leur quasi-totalité, leur légitimité", mais regrette que les partenaires sociaux "de façon stéréotypée" cherchent "à faire financer par la collectivité" ces licenciements. Devant l'Assemblée nationale, Edith Cresson, le 2 octobre, rappelle aux entreprises nationales leur mission de "modèle social", et s'étonne qu'elles aient annoncé des licenciements sans qu'ils "aient été négociés avec les partenaires sociaux de l'entreprise, l'Etat actionnaire et le ministre du Travail."

L'Etat actionnaire fait face à ses responsabilités. Il convoque un par un les patrons des entreprises nationales pour qu'ils corrigent leur copie. Dans un communiqué laconique, la direction de Rhône-Poulenc explique que "l'actionnaire, en l'occurence l'Etat, souhaitait des informations complémentaires sur les orientations en matière d'emploi des entreprises nationales." Quels arguments ont été employés, nul ne le sait. Le gouvernement a proclamé, à plusieurs reprises, l'autonomie de gestion des dirigeants de ces entreprises, tout comme la nécessité de mener une stratégie industrielle. Il ne peut rien dire aux dirigeants de Citroën, une société tout ce qu'il y a de plus privée, et fière de l'être. Mais le CNPF lui-même n'est pas loin de



CITROEN : BIENTOT L'HEURE DE VÉRITÉ

1.800 suppressions d'emplois annoncées sur le site de Citroën à Rennes. Les premiers départs pourraient commencer fin octobre. Lors du CCE du 9 septembre, la direction fait une première présentation de son plan social mais, face à la réaction plutôt hostile des syndicats, elle est amenée à revoir sa copie et présente, le 7 octobre un plan social revu et corrigé. "Un effort a été fait", constate Serge Halouze, secrétaire du Syndicat national indépendant des salariés de Citroën. Ce plan prévoit près de 900 départs en FNE, des départs volontaires et des mesures de reclassement. "Nous ne savons pas encore, précise Eric Lévèque, de la direction de la communication, chargé des questions économiques industrielles et sociales, s'il y aura des licenciements secs. En mars 1992, nous ferons le point et, en fonction du résultat, nous serons peut-être obligés de prendre d'autres mesures. Nous sommes en période de récession, de baisse des marchés et cela se traduit par des sureffectifs. L'industrie automobile évolue dans un contexte économique brutal et même si un retournement de conjoncture se produit, rien n'est évident." La gestion prévisionnelle de l'emploi est une pratique chez Citroën. "Cela fait des années, confirme Eric Lévèque, que nous faisons des prévisions. Nous n'avons pas pu embaucher, car la conjoncture n'était pas favorable. Si nous l'avions fait, aujourd'hui, nous ferions partir 6.000 personnes." La direction a pris des engagements tels que : aucun licenciement de salarié de plus de 50 ans, pas de licenciement avant une proposition de reclassement, et pas de licenciement de handicapé. Elle a chargé notamment Gérard Mantel, polytechnicien, de mettre en place le dispositif de reconversion des salariés et d'élaborer un appui technique à la création d'activités économiques autour de l'entreprise. Pour le représentant de la direction, il ne s'agit pas de faire du licenciement un moyen de gestion de l'emploi, "mais, dit-il, nous sommes confrontés aux charges que l'on ne peut pas éviter par les gains de productivité. Il faut en tirer les conséquences."

Le SNISC se refuse à envisager les licenciements et insiste sur le volontariat à la base des départs. Mais, pour Théophile Jendrot, responsable de la section CFTC, personne dans l'entreprise ne se sent concerné par les départs volontaires, personne ne veut partir dans l'inconnu. Serge Halouze le confirme et s'interroge : "Quelles perspectives pour les départs volontaires ? Quelles propositions d'aide à la création d'entreprise ? Quelles mesures de reclassement ?" Probable que les départs en FNE se feront à partir de 55 ans. Le responsable du SNISC reconnaît volontiers que, au lieu de cette prise en charge par la collectivité des salariés, il serait possible de regarder vers d'autres moyens, par exemple, le chômage partiel. Il s'interroge : "La gestion prévisionnelle est-elle suffisante, sommes-nous capables d'en élaborer une à long terme ?" Cette pratique du licenciement l'inquiète. Son espoir aujourd'hui est de penser, que peut-être, en mars 1992, une relance économique modifiera le jeu. La CFTC est moins optimiste. "On n'est pas au bout de nos peines, ajoute Théophile Jendrot, mars sera l'heure de vérité pour les licenciements."



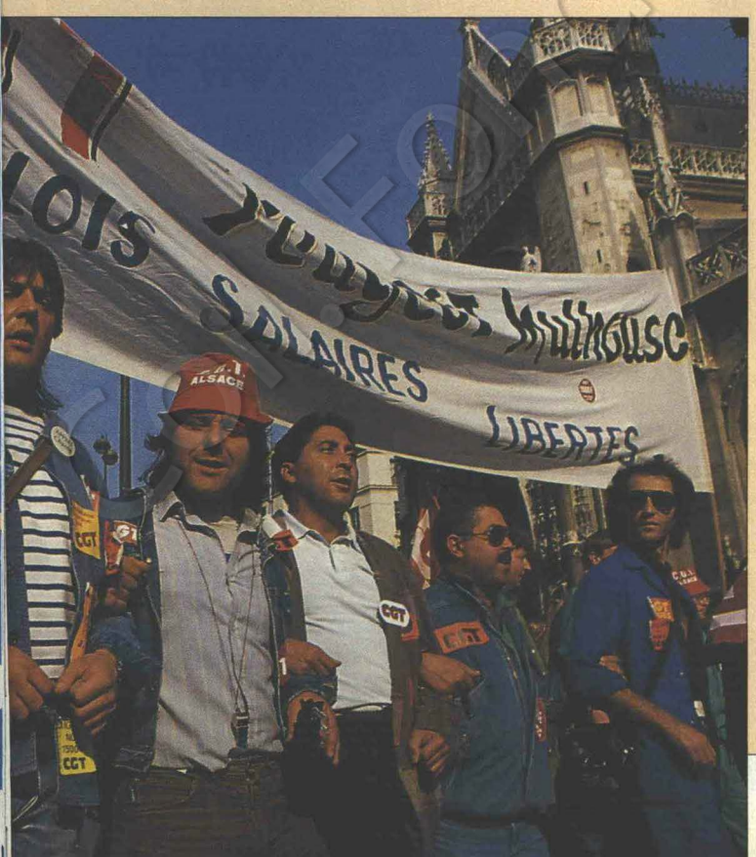
partager l'opinion des pouvoirs publics et, sans citer personne, a reconnu que certains plans sociaux étaient un peu légers.

Des procédures à respecter

En tout état de cause, le ministère de l'Industrie met les points sur les i de la procédure à propos d'Usinor. La direction du groupe doit, dans des délais très courts, lui remettre un dossier présentant "les orientations industrielles dans lesquelles s'inscrivent les prévisions d'évolution de l'emploi de l'entreprise". Ces prévisions doivent être présentées au comité central d'entreprise. Après examen du dossier et contacts avec les organisations syndicales, le gouvernement fera connaître sa position qui dépendra "d'un plan d'ensemble et de ses conséquences au plan local" ; c'est au vu de ce plan "que pourront être arrêtées (...) des mesures sociales d'accompagnement."

Ces multiples prises de position sont payantes. Rhône-Poulenc chimie décide de reculer à une date ultérieure la tenue du comité central d'entreprise. Thomson annonce la réduction du plan de suppressions d'emplois de son centre de Brest, après avoir revu à la baisse celui de Toulouse. Citroën revoit aussi sa copie (voir encadré) : tout en annonçant qu'il avait "très bon espoir" de pouvoir mettre en œuvre des mesures de préretraite à 55 ans à Rennes pour environ 900 personnes, et à 56 ans et deux mois pour le personnel de Neuilly. Dans le cadre d'une convention FNE, la direction annonce que le bureau d'information et d'orientation chargé d'informer le personnel et de préparer reconversions et reclassements à Rennes comportera huit personnes.

N'était-il pas plus simple de commencer par là ?



LE SORT DES PLUS DE 55 ANS

DES DISPOSITIONS FAVORABLES

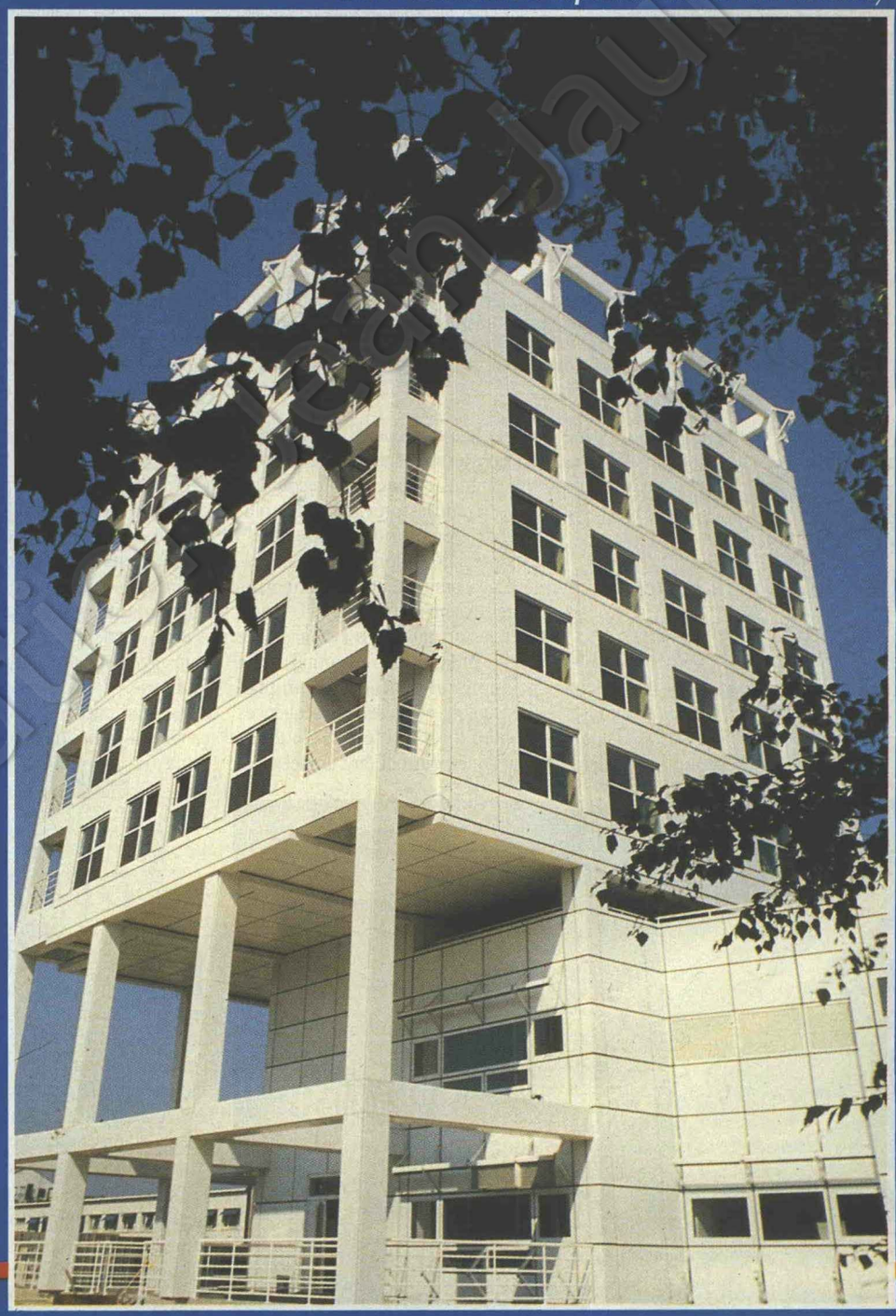
Les salariés appartenant à une entreprise ayant conclu une convention FNE et licenciés économiques peuvent avoir une préretraite FNE. Ils doivent être âgés d'au moins 56 ans et deux mois à la fin du préavis (mais, dans certains cas, il suffit d'avoir 55 ans), avoir un an d'ancienneté dans l'entreprise et justifier d'au moins dix ans d'activité salariée. L'employeur et le salarié versent alors une participation financière à l'Etat. L'allocation spéciale est égale en moyenne à 65% du salaire antérieur, dans la limite du plafond de la Sécurité sociale, et à 50% pour la partie supérieure au plafond. Elle est versée jusqu'à 60 ans, ou jusqu'à l'acquisition des 150 trimestres nécessaires à la liquidation de la retraite.

Les salariés âgés chômeurs, indemnisés par l'UNEDIC, sont soumis à des durées maximales d'indemnisation, notamment en fonction de l'âge et de la durée d'affiliation. Les chômeurs de 57 ans et demi et plus, sans emploi depuis un an, ayant dix ans d'affiliation, peuvent continuer à percevoir l'allocation dont ils bénéficient jusqu'à 60 ans, ou l'acquisition de 150 trimestres de cotisation, et, au plus tard, à 65 ans. Ils peuvent être dispensés d'une recherche d'emploi.

Les deux systèmes sont différents. Mais ils sont tous deux très favorables aux salariés âgés.

Gaz de France c'est aujourd'hui

DETN : Immeuble expérimental du site du Landy.



Le Centre de Recherches de Gaz de France constitue l'ensemble le plus important de laboratoires de recherche gazière du monde. Ses activités s'inscrivent dans tous les domaines de compétence de l'entreprise, à savoir : la production, le transport, le stockage, la distribution et l'utilisation du gaz naturel. Le Centre consacre actuellement un effort particulier à la mise en valeur des qualités du gaz naturel, au travers d'applications performantes, bien placées vis-à-vis des solutions concurrentes et susceptibles d'être exportées.

Gaz de France

Avec le gaz naturel, vo

Coll. Fondation Européennes

MONTOIR DE BRETAGNE : Terminal Méthanier de GNL



- ***26 920 agents.***
- ***41,8 milliards de francs H.T. de Chiffre d'affaires.***
- ***4,54 milliards de francs H.T. d'investissements.***
- ***300,1 milliards de KWh livrés à 8,9 millions de contrats clients.***
- ***26 400 km de réseau de transport.***
- ***113 000 km de réseau de distribution.***
- ***12 stockages souterrains.***
- ***2 terminaux méthaniers, Montoir-de-Bretagne et Fos-sur-Mer.***
- ***Le plus grand site de recherche gazière.***
- ***2 stations d'essai dont l'une spécialisée en matériel cryogénique.***

CHEMERY : Le plus grand stockage souterrain de gaz naturel du monde.



ir autrement, voir plus loin.

STUDIO BORÉ 30 54 95 38

Coll. Fondation Gaz de France



Quand l'éducation et l'emploi sont en crise, il est légitime que les jeunes s'inquiètent.

ROYAUME-UNI

élections anticipées à nouveau repoussées

Les rumeurs concernant les prochaines élections se suivent et se ressemblent. On ne cesse de parler d'élections anticipées depuis que John Major est devenu premier ministre, et que sa cote est montée en flèche, témoignage éloquent du soulagement de nombreux Britanniques depuis le départ de Margaret Thatcher.

Elles auraient dû avoir lieu dans les mois suivants... Mais la situation économique était trop mauvaise, et la guerre du Golfe battait son plein. Elles auraient dû avoir lieu au printemps, car la guerre du Golfe était gagnée... Mais la situation économique était encore trop mauvaise, et les feuilles d'impôt de la fameuse poll tax, héritage de Margaret Thatcher, venaient d'arriver dans les foyers. Mais, c'était sûr, elles auraient lieu à l'automne. Eh bien, non ! Pas encore. Nouvelle rumeur : elles auront lieu au printemps 1992. Et cette fois-ci sera la bonne, car la dernière date constitutionnelle possible est le début du mois de juillet suivant.

Pourquoi donc les conservateurs remettent-ils toujours la date fatidique des élections ? La raison en est simple : ils ne sont pas du tout sûrs de les gagner. En période faste, les tories et les travaillistes sont au coude à coude dans les sondages (40 ou 41%). Mais, en d'autres occasion, les travaillistes reprennent une large avance, de l'ordre de cinq points. En effet, la Grande-Bretagne connaît une véritable crise économique, avec une baisse importante de la production et un chômage dont la hausse est vertigineuse. Même s'il est vrai que l'inflation est en baisse, ainsi que les taux d'intérêt, une majorité d'électeurs n'oublient pas que, depuis 1979, les conservateurs gèrent le pays et que leur bilan économique est pour le moins mitigé.

LA CRISE S'AMPLIFIE

Des périodes de crises profondes alternent avec des moments de répit, caractérisés par une forte croissance des services, la multiplication des petits emplois et une hausse spéculative sur le foncier et l'immobilier, tous phénomènes qui s'inversent naturellement dès que la crise arrive, contribuant ainsi à son amplification. L'industrie se porte mal : la Grande-Bretagne connaît désormais un déficit structurel de sa balance commerciale, malgré le considérable surplus énergétique obtenu grâce au pétrole et au gaz de la mer du Nord. Or, cet excédent ne pourra que commencer à diminuer dans les années à venir. A ce moment, malgré une augmentation de la charge fiscale pesant sur les travailleurs, l'absence d'investissement dans les infrastructures du pays commencera à se faire sentir cruellement.

Ainsi, lors de leur congrès tenu il y a quinze jours, les travaillistes ont-ils pu mener l'attaque sur trois fronts. Le système éducatif est en crise et le niveau relatif de connaissances des jeunes Britanniques ne cesse de baisser par rapport à celui des Européens du continent, pour ne pas parler des Japonais et des Coréens, au moment même où la compétition internationale s'accroît. Le système de santé traverse lui aussi une crise profonde, ce qui risque de miner le soutien électoral dont les conservateurs ont toujours bénéficié chez les personnes âgées. Enfin, le scandale des finances du Parti conservateur défraie la chronique.

LES FINANCES DES CONSERVATEURS

Du temps de Margaret Thatcher, cette gestionnaire hors pair avait quand même réussi à accumuler pour son parti des dettes considérables, qui varient selon les estimations de 1,2 à 2 millions de F. Or, les élections approchent et elles coûtent cher, alors que la crise fait baisser les bénéfices des sociétés qui n'ont plus suffisamment de trésorerie pour alimenter autant que par le passé les caisses du Parti conservateur. Ainsi, les ministres se voient-ils contraints de quémander... à l'étranger, auprès d'hommes d'affaires grecs au passé douteux, auprès de milliardaires originaires du Moyen-Orient en délicatesse avec la justice, etc. Le summum concerne les richissimes hommes d'affaires de Hong-Kong qui ont donné des sommes considérables aux ministres conservateurs de passage. Si ces potentats locaux sont aussi concernés par les travaux relatifs notamment à la construction du futur aéroport international que les Britanniques négocient avec le gouvernement de Pékin, ce n'est qu'un pur hasard !

Lors du congrès conservateur qui a suivi celui des travaillistes, une contre-offensive a été lancée. Mais c'est malencontreusement juste à ce moment-là que la décision a été annoncée de remettre au-delà de l'an 2000 la construction du chemin de fer rapide reliant le tunnel sous la Manche à Londres et au reste du pays, mettant une fois encore l'accent sur l'incroyable retard que la Grande-Bretagne a pris dans la construction des infrastructures du pays. Les hommes d'affaires eux-mêmes commencent à protester contre les carences du gouvernement.

La bataille pour les prochaines législatives va être longue et pleine de rebondissements mais, pour la première fois depuis 1979, les conservateurs peuvent être sérieusement inquiets.

Axel Quéval

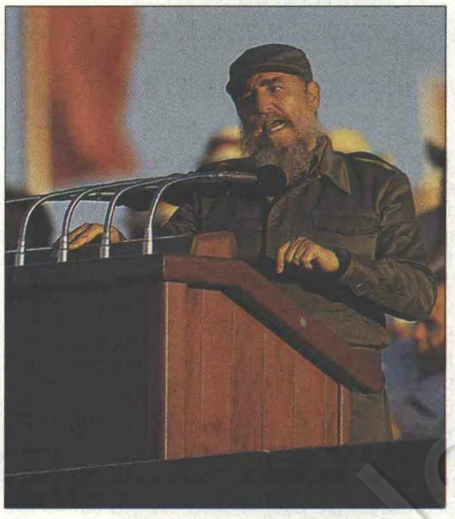
CUBA

chronique d'une mort annoncée ?

Le PC cubain est en congrès depuis le 10 octobre pour "défendre la patrie et la révolution". Lâché par ses alliés soviétiques, Castro apparaît bien sur la défensive.

Dès le 1er janvier, les Russes ont changé leur fusil d'épaule. Ils exigent d'être payés en devises. Ils n'acceptent plus de livrer leur pétrole au rabais en échange de sucre acheté au prix fort. Il est temps, déclarait il y a peu un responsable soviétique, "de moderniser nos rapports en diminuant leur contenu idéologique pour accroître l'intérêt mutuel des parties." Fidel Castro s'accrochait à l'usage militaire de son île, porte-avions naturel au large des Etats-Unis. Il lui a fallu, là aussi, déchanter.

Le 11 septembre, Mikhaïl Gorbatchev annonçait devant George Bush le retrait de plusieurs milliers de soldats, retrait déclaré inconditionnel, quelques jours plus tard. Cette mise au point tordait le cou au lien établi par La Havane avec une évacuation de la base de Guantanamo. Et plus les Soviétiques s'éloignent, plus les Nord-Américains se raidissent. Cuba est un reliquat de la guerre froide, dit-on au département d'Etat. L'embargo a été renforcé. Les Cubains ne peuvent plus entrer légalement aux Etats-Unis. Le président Bush a récemment prédit la chute "du dernier régime communiste de l'hémisphère". "Cela démontrera que nous sommes entrés dans une ère nouvelle." Cette déclaration a raidi les autorités cubaines. Replié sur la ligne, "le socialisme ou la mort", le PC a débattu sans témoins le 10 octobre. "Nous sommes, a dit Fidel Castro, les derniers socialistes au cœur de l'Occident. Il faut aller de l'avant."



▲ *Fidel Castro. Et s'il n'en reste qu'un...*

Prenant le risque d'une albanisation politique, les autorités organisent la pénurie. Le peuple cubain, jusqu'ici, parle peu. Peut-être partage-t-il le sentiment du chanteur Silvio Rodriguez, "ou Cuba s'agenouille et demande pardon, ou il maintient sa dignité." A Miami, l'approche de la curée stimule les vocations politiques. L'écrivain Reinaldo Arenas, mort récemment à New York, portait un jugement sévère sur ses compagnons d'exil. "Il y a une grande différence entre les exilés d'aujourd'hui à Miami et ceux du XIXe siècle. Marti, lui, combattait pour la liberté de Cuba." Est-il possible de bousculer un régime figé, dans la dignité, sans recourir au chantage extérieur ? Rien ne pourra évoluer, en tout cas, si les libertés arrivent dans les fourgons de l'étranger. L'Espagne, le Mexique, le Venezuela, conjugent leurs efforts pour une transition tranquille. Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, Alain Vivien, a rappelé le 26 septembre la position de la France : "Plutôt que de tenter d'abattre Fidel Castro", il faut "favoriser l'évolution du régime". Mais Fidel Castro veut-il évoluer ?

Jean-Jacques Kourliandsky

■ L'AFFAIRE DE HAVILLAND ■

Le Parti socialiste lance une campagne de sensibilisation en éditant plusieurs centaines de milliers de cartes postales, suite à l'affaire De Havilland, qui a suscité une vive réaction dans les milieux économique et politique ces dernières semaines et repose le problème de la stratégie industrielle européenne face à la compétition internationale.



● OUI A UNE INDUSTRIE EUROPEENNE

La décision de la Commission de Bruxelles, sur proposition de Sir Leon Brittan, d'interdire le rachat de De Havilland par Aérospatiale-Alenia est inacceptable. Elle constitue un véritable défi pour tous ceux qui croient en l'Europe et veulent sa construction politique, économique et sociale.

● CE PROJET EUROPEEN DOIT SE CONCRETISER

Pour l'avenir de l'Europe et de son industrie, je soutiens votre action et celle du gouvernement français afin que la décision de Bruxelles soit reconsidérée.

A adresser à Elisabeth Guigou, ministre délégué chargé des Affaires européennes - 37, quai d'Orsay, 75007 Paris

BREF... EN BREF... EN

■ Le prix Nobel de la Paix 1991 a été attribué à la Birmane Aung San Suu Fyi, "pour son engagement en faveur de la démocratie et des droits de l'homme". Dirigeante de la Ligue pour la démocratie (LLP), Aung San Suu Fyi est en résidence surveillée et au secret du fait de la junte militaire qui dirige la Birmanie depuis 1988. Après Nadine Gordimer, Nobel de Littérature, Aung San Suu Fyi est la seconde femme distinguée cette année et la sixième à recevoir le Nobel de la paix depuis sa fondation, en 1901.

■ Au cours de sa huitième tournée au Proche-Orient, James Baker a affirmé que la conférence de paix sera convoquée d'ici à la fin d'octobre, même si toutes les questions en suspens, notamment les modalités de représentation des Palestiniens, n'ont pu être résolues. Il a précisé que "les termes de référence de la conférence n'avaient pas changé" : les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité fondées sur le principe de l'échange de la paix contre les territoires doivent être respectées.

■ L'un des derniers bastions du communisme en Europe de l'Est, à part l'Albanie, est tombé. Les élections (législatives et locales) ont infligé une défaite au PS bulgare, issu de l'ancien PC (un tiers des voix, alors qu'il détenait la majorité absolue dans l'assemblée sortante). Mais la faible avance de l'Union des forces démocratiques (UFD), avec 36% des voix, rend les Bulgares encore prudents sur l'avenir de la démocratie naissante.

■ Un accord économique a été signé à Moscou entre dix républiques. Le KGB a été dissous.

■ Les dissidents du PC portugais sont en nombre croissant. Un de ses députés européens, mais aussi un Grec et un Irlandais s'apprêteraient à rejoindre l'eurogauche. Le groupe communiste au Parlement européen pourrait alors disparaître...

■ La France est "impatiente" face au blocage politique au Zaïre. Elle invite les Français n'y exerçant pas de fonctions indispensables à quitter ce pays.

■ Les combats continuent en Yougoslavie. Un convoi humanitaire accompagné d'observateurs européens, en route pour Vukovar assiégé par l'armée yougoslave (15.000 civils y sont en situation difficile), n'ont pu jusqu'à présent remplir leur mission, faute d'accord entre Croates et fédéraux. Pendant ce temps, l'action diplomatique se poursuit à La Haye. Le ministre yougoslave des Affaires étrangères a convoqué pour le 18 octobre un sommet réunissant les six présidents yougoslaves (Stipé Mésic, le président fédéral yougoslave, contesté par les Serbes, sera absent). Ces efforts ont été relayés le 15 octobre par une "mission de bonne volonté" de Mikhaïl Gorbatchev qui a réuni autour d'une table les présidents croate et serbe. Un mémorandum a été signé, appelant à un cessez-le-feu immédiat et à des négociations de paix dans le délai d'un mois.

maison individuelle : des garanties

La loi du 11 décembre 1990, relative au contrat de construction d'une maison individuelle, entrera en application le 1er décembre 1991. Son objectif : mieux protéger l'acquéreur.

En 1990, d'après le ministère de l'Equipement, 114.300 maisons individuelles isolées ont été achevées. Beaucoup de personnes sont donc intéressées par la construction. La nouvelle loi s'appliquera à tous les contrats de construction (1) signés à partir du 1er décembre 1991. Une réglementation existait déjà (loi du 16 juillet 1971). Mais la dernière loi met en place des dispositions essentielles.

Une garantie de livraison à prix et délai convenus

Pour faire construire, le particulier s'adresse à un constructeur qui réalise le plan, fait les démarches administratives et construit l'ensemble de la maison. On peut aussi se faire établir le plan par un architecte ou un maître d'œuvre et faire appel à un ou plusieurs entrepreneurs pour réaliser la maison. Le contrat de construction lie le futur propriétaire (le maître d'ouvrage) au constructeur. Dans le cadre de la nouvelle loi, le constructeur est obligé, dans tous les cas, et avant l'ouverture du chantier, d'être titulaire d'une garantie de livraison délivrée par un établissement de crédit ou d'assurance et, lorsque le contrat de construction avec fourniture de plan prévoit des paiements avant la date d'ouverture du chantier, d'une garantie de remboursement. Il doit livrer la construction dans le délai et au prix convenus dans le contrat. Cette garantie couvre donc les dépassements de prix éventuels dus à un retard des travaux. En outre, le garant s'engage à exécuter les travaux à la place du constructeur si celui-ci fait défaut. Dans la loi précédente, une telle garantie existait, mais de façon facultative. De plus, il ne s'agissait que d'une garantie financière. Dans la pratique, le particulier avait du mal à trouver des entreprises pour terminer les travaux au même prix.



Les autres dispositions essentielles

• Le particulier signant un contrat disposera d'un délai de sept jours pour se rétracter à compter de la réception du contrat, obligatoirement envoyé par lettre recommandée avec accusé de réception. Une notice d'information indiquant les points clefs doit être jointe.

• La loi assure également une plus grande protection avant l'ouverture du chantier. Le contrat ne pourra pas prendre effet tant qu'un certain nombre de conditions ne sont pas réunies : obtention du prêt, obtention d'un permis de construire n'entraînant pas de contraintes architecturales importantes, obligation pour le particulier d'avoir un terrain ou d'être détenteur d'une promesse de vente, obligation de la garantie de livraison pour le constructeur.

• En ce qui concerne la réception de la maison (2), lorsque les travaux sont achevés, pour éviter les mauvaises surprises, la loi prévoit deux possibilités. Soit le particulier est assisté d'un professionnel habilité (un architecte, un maître d'œuvre...) soit, s'il fait seul la réception, il dispose d'un délai de huit jours (après la réception) pour signaler ce qui ne va pas.

• La loi oblige le constructeur à fixer un prix le plus détaillé possible. Il chiffre aussi l'ensemble des travaux nécessaires à l'utilisation de la maison (même ceux qu'il n'effectue pas), par exemple, l'aménagement des abords.

• Les organismes prêteurs devront contrôler la rédaction du contrat et ne pourront pas faire d'offre de prêt si celui-ci n'est pas conforme. Ils devront également vérifier que les paiements au constructeur se font bien en fonction de l'avancement des travaux, selon les modalités convenues (décret à paraître).

• Dans le cas où le particulier s'adresse à plusieurs entreprises et signe un contrat de maison individuelle, sans fourniture de plan, avec l'entrepreneur qui effectue la plus grande partie des travaux, l'entrepreneur doit justifier d'une garantie de livraison comme le constructeur.

Avant de signer un contrat de construction, renseignez-vous auprès des associations départementales d'information sur le logement (ADIL). Pour connaître les coordonnées de l'ADIL la plus proche, téléphonez au 42.02.65.95.

Chrystie Lipani

(1) La nouvelle disposition concerne la construction d'une maison individuelle ne comportant pas plus de deux logements.
(2) La réception est prononcée entre le constructeur et le maître d'ouvrage et doit être constatée dans un procès-verbal.

... EN BREF...

■ **Les logements disposant d'un chauffage collectif devront être dotés désormais d'un comptage individuel. L'engagement de travaux d'économie d'énergie quand la dépense annuelle de chauffage est supérieure à 40 F/m² est rendue obligatoire. Cette mesure concerne 40 à 50% des 4,5 millions de logements, et économisera 400.000 tonnes équivalent pétrole par an.**

■ La Commission nationale informatique et libertés reproche à France Télécom de ne pas faire connaître assez la "liste orange." Celle-ci permet à l'abonné de figurer dans l'annuaire en étant garanti que son nom ne sera pas vendu à des entreprises de vente par correspondance. L'accès à cette liste est gratuit.

■ **Une journée consacrée à la marque NF-Environnement, expliquera aux industriels comment procéder pour se faire attribuer ce label. Le 20/11, AFNOR, tour Europe, cedex 7, 92042 Paris-La Défense.**

■ Tranquillisants et somnifères seront désormais prescrits pour une durée limitée respectivement à 4 et 12 semaines. Objectif : empêcher que le renouvellement d'une prescription se fasse en dehors de tout contrôle médical.

■ **Eté 1990 : les départs en vacances ont baissé de 1,5%, notamment chez les ouvriers et les patrons de l'industrie (INSEE).**

■ Un plan anti-tabac est préparé par le gouvernement pour 1992. Ce projet (s'il passe) vise à limiter l'usage du tabac dans les lieux publics. Le flagrant délit coûtera entre 1.000 et 2.500 F d'amende.

■ **La Communauté européenne réfléchit actuellement à une harmonisation des médicaments.**

■ Un timbre Marcel Cerdan (2,5 F) sera mis en vente le 21 octobre. Il évoque le combat qui l'opposa à Tony Zale et lui permit de remporter le titre le champion du monde des poids moyens.

■ **Numéro spécial du "Particulier" : "Associations, mode d'emploi". 15 F.**

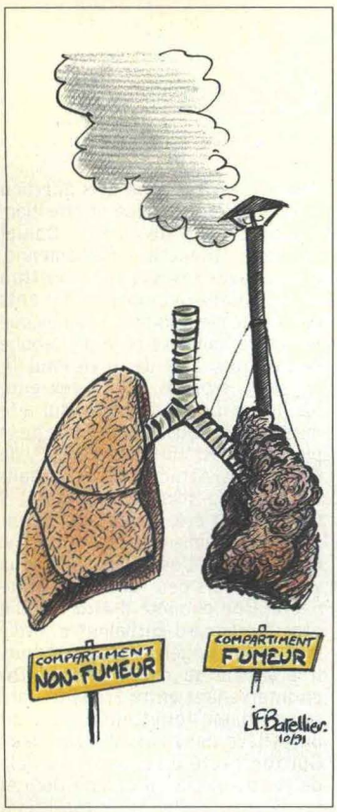
PETITES ANNONCES ☎ 45 56 78 57

11801 - H. 54 ans, bras droit PDG, juriste ayant redressé PME, connais. comptabilité, gest. ress. humaines, exp., réf., exonéré charges soc., libre de suite, ch. emploi, ttes régions - ☎ 67.93.41.20 (ap. 18 h)

11802 - JH 28 ans, métis antillais, réf., 10 ans expérience chef de rang, directeur restaurant, exonéré charges sociales, libre de suite, cherche emploi, logé, toutes régions - ☎ 67.93.41.20 (ap. 18 h)

11803 - CINEMA
Homme dynamique, inventif, 14 ans exp. en exploitation de salles, licence de lettres, CAP opérateur, CH poste à resp. cinéma ou salle municipale - disp. imm. - ☎ 44.64.97.95

... LE DESSIN DE LA SEMAINE ...



BLOC - NOTES

Claude Estier

10 octobre
Avec ses propos outranciers sur l'immigration -relayés par son ami Michel Poniatowski qui, lui, préconise carrément l'alliance avec le Front national- Valéry Giscard d'Estaing a peut-être progressé de quelques points dans les sondages -pour combien de temps ?- mais il n'a certainement pas gagné en respectabilité. Après les huées qui ont accueilli son arrivée au colloque du CRIF, la semaine dernière, à Strasbourg, c'est le Parlement européen qui vient de lui infliger une véritable claque en votant à une très forte majorité une résolution condamnant "ceux qui assimilent l'immigration à une invasion". Du coup, la prétention de l'intéressé à devenir un jour président de ce Parlement paraît sérieusement compromise.

11 octobre
J'ai beaucoup aimé Cuba. J'ai rencontré plusieurs fois Fidel Castro à La Havane et je n'en rougis pas. A des années de distance, trois longues conversations en tête à tête avec lui -la dernière remonte à juillet 1982- m'ont passionné. Je n'ai jamais partagé sa conception du pouvoir, mais je n'oubliais pas qu'il avait chassé le dictateur Batista, ouvert à son peuple l'accès à l'éducation et à la santé, fait face à un blocus américain implacable. Je me souviens aussi que sa fermeté idéologique laissait parfois place à l'humour comme en témoigne cette histoire qu'il racontait lors de notre dernière rencontre : "Un jour, tous les pays seront socialistes, mais il faudra qu'il en reste au moins un capitaliste. Pour deux raisons. D'abord pour connaître les prix, ensuite pour pouvoir lui demander une aide financière !".
L'erreur de Castro a été moins de n'avoir pas vu venir les grands bouleversements de ces dernières années que de s'obstiner à faire comme s'ils ne s'étaient pas produits. Grâce à l'aide soviétique, Cuba a pu survivre, médiocrement, pendant trente ans. Avec la débâcle du camp socialiste, qui a encore accru l'intransigeance des Etats-Unis, rien n'était plus possible sauf, peut-être, à s'engager enfin sur la voie d'une démocratie pluraliste pour desserrer l'étau qui asphyxie le pays. Fidel s'y refuse en proclamant toujours qu'il n'y a d'autre alternative que "le socialisme ou la mort". Qui peut aujourd'hui le sauver ? L'aide du Mexique n'est qu'un ballon d'oxygène. Et que pèsent le soutien du Parti communiste français et les pétitions généreuses de quelques intellectuels ?

13 octobre
Je reçois le deuxième tome de *"La Décennie Mitterrand"*, de Pierre Favier et Michel Martin-Rolland *(1)*, qui s'annonce aussi passionnant que le premier. J'y trouve tout de suite deux rappels qui valent d'être médités.
Le 4 juin 1983, après les manifestations de policiers contre le gouvernement, "Le Figaro" titre : "L'Etat socialiste s'effondre comme un château de cartes". Au mot près, c'est ce que le quotidien d'Hersant ne cesse d'annoncer depuis huit ans, ce qui prouve bien que le pire n'est jamais sûr.
Quelques mois plus tard, le 5 octobre, face à la morosité générale (déjà !), François Mitterrand s'écrie en plein conseil des ministres : "Manifestez plus de vigueur dans la contre-attaque, ne cédez pas à une sorte d'abattement généralisé et encore moins à l'hostilité de la presse. C'est dans les moments les plus difficiles que l'on doit faire preuve de la plus grande force morale."
Aux camarades qui m'interrogent pendant le week-end dans les couloirs de la convention de La Villette et que je sens inquiets, je rappelle cette leçon un peu trop oubliée en même temps que je les supplie de ne pas croire ce qu'ils lisent ou entendent ces jours-ci sur les sentiments du président de la République à l'égard du Parti socialiste.

(1) Le Seuil

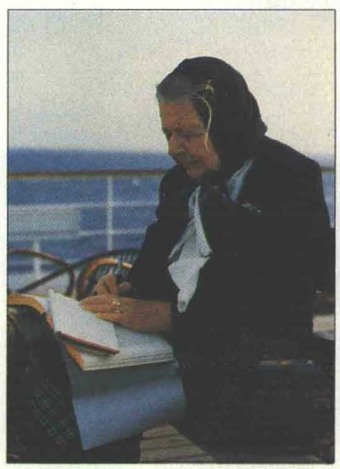
VIRGIL TANASE

Des civilisations qui finissent de finir

Marguerite Yourcenar se trouve une raison d'être en affirmant les vertus indestructibles de l'intelligence.

Si vous avez encore le désir, la volonté, le courage d'échapper à une époque qui, intellectuellement, s'effondre, allez absolument chercher le réconfort auprès des "Essais et mémoires" de Marguerite Yourcenar (1). Son diagnostic, en ce qui concerne nos exercices spirituels, est sévère : "L'esprit de Gœthe et de Vinci, écrit Marguerite Yourcenar, était ferme en même temps qu'agile : l'esprit européen n'est plus agile. La terre manque sous ces constructions de fumée et ces analyses du brouillard. L'intelligence a perdu ses moyens de discrimination et de pesée : balance faussée, elle a été mise au rebut. Nous assistons à une fabuleuse inflation de toutes les valeurs fiduciaires : après avoir cherché à rendre conscient l'inconscient, on en vient à accorder à l'inconscient une prépondérance justifiée, mais qu'applaudit la fatigue... Jamais l'intellect n'a montré, devant la brutalité des faits, tant de passivité lassée. Tandis que l'âme, livrée à l'imprévu des sensations, cesse même de les coordonner, l'esprit, à la recherche désespérée d'une éthique, n'aboutit qu'à l'hygiène sportive..."

Cette démission de la pensée s'accompagne, dans le registre social et politique, de symptômes tout aussi inquiétants ; il est troublant de lire, sous la plume de Marguerite Yourcenar, une description de la façon dont les civilisations "finissent de finir" où l'on peut reconnaître nos propres maux : "Ce gigantisme, qui n'est que la contrefaçon malsaine d'une croisssance, ce gaspillage qui fait croire à l'existence de richesses qu'on n'a déjà plus, cette pléthore si vite remplacée par la disette à la moindre crise, ces divertissements ménagés d'en haut, cette atmosphère d'inertie et de panique, d'autoritarisme et d'anarchie, ces réaffirmations pompeuses d'un grand passé au milieu de l'actuelle médiocrité et du présent désordre, ces réformes qui ne sont que des palliatifs... ces quelques hommes de génie mal secondés, perdus dans la foule des grossiers habiles, des fous violents, des honnêtes gens maladroits et des faibles sages."
Tels ces prisonniers des planches de Piranèse, nous nous sentons, du moins parfois, du moins certains d'entre nous, saisis "d'une angoisse analogue à ce que serait celle d'un ver de terre s'efforçant d'arpenter des murs de cathédrale."
Emportée, comme nous tous, par un siècle qui ressemble fort à un véhicule ayant quitté la route et qui plane dans le vide, Marguerite Yourcenar se trouve une raison d'être en réaffirmant les vertus indestructibles de l'intelligence, de l'esprit qui ordonne le monde selon des stratégies morales. Elle se sert des écrivains (Pindare, Thomas Mann, Caillois, Borges, Virginia Woolf, entre autres) et des peintres (Piranèse, Ruysdael, Poussin), de ses voyages (Grèce, Sicile, Autriche) et de sa propre vie racontée sous la forme d'un roman ("Le Labyrinthe du monde") pour tracer des routes dans le paysage confus d'un temps où l'homme s'en va dans tous les sens, conduit n'importe où par une espèce de mouvement brownien.
L'intelligence du propos, la façon dont Marguerite Yourcenar nous fait découvrir des idées surprenantes dans les textes sur lesquels il nous semblait que tout avait été dit, l'élégance du style, l'acuité d'un regard qui donne aux œuvres des transparences insoupçonnables, qu'il s'agisse d'historiens romains mineurs ou, au contraire, d'écrivains japonais ou des murs de Ravenne, tout cela offre au lecteur une jouissance exquise : avec les essais de Marguerite Yourcenar, on apprend à être intelligent et l'on devient fier de l'être. A une époque où notre esprit a, le plus souvent, l'air d'un "appareil enregistreur", il est sain, sinon salutaire, de découvrir des repères pour ce que nous avons pris l'habitude de nommer civilisation.



▲ *"Découvrir des repères pour ce que nous avons pris l'habitude de nommer civilisation."*

(1) Gallimard, Pléïade, 1.690 p., 380 F.

fureur de lire

"L'homme aux semelles de vent", Arthur Rimbaud, aurait aimé la "fureur de lire". C'est à lui, pour le centième anniversaire de sa mort, qu'est dédiée la troisième édition de cette opération lancée par le ministère de la Culture. Samedi 19 et dimanche 20 verront la mobilisation générale, passionnée et convaincante, de tous ceux qui aiment le livre et la lecture et ne souhaitent rien tant que faire partager leur enthousiasme.

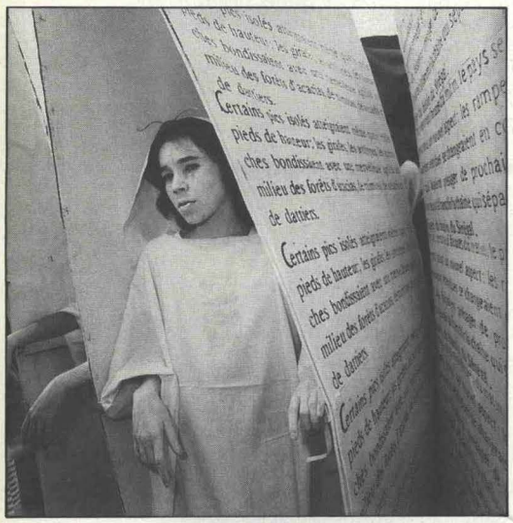
D'année en année, comme pour la journée de la musique, la liste des initiatives, des idées se multiplient. D'un bout à l'autre de la planète d'ailleurs. Pour donner des exemples : à Hanoï, pendant tout le mois d'octobre, le service culturel de l'ambassade de France organise une série de manifestations intitulée "On peut lire en français au Viêt-nam" ; au Bénin, expositions, lectures publiques, conférences ; au Bengladesh, un mois d'animation autour de la BD et des livres pour enfants, etc.

En France même, des centaines d'actions. Dans les Ardennes, un immense atelier d'écriture organisé tout au long de l'année scolaire sous le titre : "Les Mots en herbe", trouvera son aboutissement dans l'écriture collective d'un livre. Dans la Creuse, le LP d'Aubusson présentera une animation créée à partir de l'alphabet. Dans le Gard, les enfants de La Grand-Combe mettront en scène "Bonjour, Monsieur Daudet". Dans le Jura, Champagnole organisera des concours d'identification d'œuvres et d'auteurs. A Blois (maire-ministre oblige), quinze initiatives différentes couvriront toute la ville, du bal littéraire au livre animé et à la "vidéo-poésie".

On a plaisir à citer encore le "chocolat littéraire" de Quimper, le "fou lire" de Brest, le bain de livres de Decize, le train des contes de fées de Moulins, le mur de poésie de Colmar, le téléphone vert du Nord-Pas-de-Calais, etc.

A Paris, le plus grand kiosque de France présentera 2.000 journaux dans les jardins du Palais-Royal ; la Bibliothèque nationale organisera un grand nombre d'animations, expositions, rencontres, débats, etc. et, de même, l'Imprimerie nationale ; l'Institut du monde arabe placera les deux journées sous le signe de la poésie ; place Maubert, enfin, on vendra les livres au poids.

J.G.



cinéma de campagne

Il y a douze ans déjà qu'a été créé le festival Cinéma et monde rural. Cette expérience originale, dont le succès ne se dément pas, vise à réintroduire le cinéma dans cet espace géographique peu dense, particulièrement sur le plan artistique.

Cette année, la douzième édition s'intitule "Parties de campagne". Pendant douze jours, un thème central : "Révoltes paysannes", servira de fil conducteur. A travers deux cinématographies méconnues, deux sociétés à la fois proches et éloignées du monde rural à la française, seront explorées : l'Irlande et le Portugal.

Projections à Aurillac, Saint-Flour, Mauriac, Murat, Riom-ès-Montagne, Ydes, Chaudes Aigues (16 → 27/10).

J.G.

CINEMA

"Les Amants du Pont-Neuf"

Qu'est-ce que l'amour ? Le beau titre du film de Leos Carax laisse espérer une réponse. Elle sera romantique mais contemporaine. Finis les longs cheveux bouclés du XIXe siècle. Alex (Denis Lavant) les a très ras, comme la plupart des clochards qu'on ramasse avec lui dès les premières images, et qu'on embarque vers le dépôt de Nanterre. Des exclus que nous croisons tous les jours, mais que nous ne voyons plus. Images d'un réalisme insoutenable. Après ce film, comment dormir encore dans son lit, bien au chaud ?

Alex, lui, squatte le Pont-Neuf, momentanément interdit à la circulation pour travaux. Michèle (Juliette Binoche), une artiste peintre à la dérive, vient aussi y chercher refuge. C'est le coup de foudre ! Hans (Klaus Michael Grüber), l'autre clochard du pont, lui souffle : "C'est pas pour toi. Pour s'aimer, il faut une chambre et un bon lit."

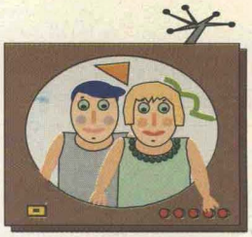
Trio exceptionnel : Leos Carax, un cinéaste original qui assure la relève de Jean Vigo et de Marcel Carné, et deux acteurs d'une rare personnalité, Denis Lavant, naturel, excessif, révolté, jouant comme il vit et Juliette Binoche, oiseau blessé, belle jusque dans la déchéance, partageant sa révolte. Révolte qui le pousse à risquer sa vie à chaque instant. En amour, pas de concession, pas de partage. Sinon, la mort ! Dans la frilosité ambiante, quel pavé dans la Seine !

Aprés trois ans d'attente, bloqué, oublié, reconstitué à grands frais (ce qui a fait couler beaucoup d'encre), voilà le Pont-Neuf filmé comme jamais. Et, dans ce cadre unique, un couple enlacé, un couple unique. L'amour fou.

C.P.

▼ *"Les Amants du Pont-Neuf".*





TV

PAROLES

Bernard Rapp interroge avec affection et chaleur, gourmandise et attention, Claude Lévi-Strauss (FR3) ; Daniel Rondeau, la mèche napoléonienne, écoute avec respect Jean Guitton (FR3) : deux membres éminents de l'Académie française, l'ethnologue à l'œuvre immense et le philosophe catholique, ami de Jean-Paul II, se sont trouvés, ce week-end, les hôtes du petit écran. Qui a le mieux passé ? Qui a donné envie de se plonger dans "Histoire de lynx", de Claude Lévi-Strauss (Plon) ou dans "Dieu et la science" (Grasset) ? Guitton, cet été, fut accusé d'avoir signé sans vraiment le lire un ouvrage rédigé, pour l'essentiel, par deux vulgarisateurs peu soucieux d'originalité. Une enquête d'André Rollin dans "Le Canard Enchaîné" a révélé l'incroyable légèreté guittonesque. Il a plaidé sa cause chez PPDA en intervenant entre Frédéric Dard et une dame fouetteuse qui avait un esclave dans l'assistance ! Jean Guitton préfère se placer au-delà de ces péripéties. Il défend Dieu et ses idées en martelant ses convictions sur les bras de son fauteuil. Il croit sans douleur.

Claude Lévi-Strauss, dans son bureau de ce musée de l'Homme si négligé par les crédits officiels, raconte ses voyages, éclaire les mythes, plonge dans les civilisations, développe ses idées. On resterait des heures à l'écouter. Jean Guitton, à la quinzième phrase, irrite, agace, indispose.

Quel bonheur de voir Jacques Villeret, invité de "Mon Zénith à moi", de Michel Denizot (Canal+), expliquer comment, deux jours après son bac, il s'est lancé à la conquête de Paris. Le jeune Tourangeau, devenu rassurant quadragénaire, ancien élève de Louis Seigner au Conservatoire d'art dramatique de Paris, a tourné dans des dizaines de films, joué au théâtre. Rien de l'artiste maudit offrant un message à l'univers mais un gars bien dans ses baskets. Une sorte de gendre idéal.

"Culture pub" (M6) a montré comment la télévision italienne publique, pour contrer les vulgarités débitées par les chaînes de Berlusconi, se lance dans une surenchère de laideur et d'érotisme sordide. Chez nous, désormais, la moindre pub exige des créatures vêtues de leur seul raffinement, mais au moins elles ne sont pas laides...

Les demi-finales des championnats d'orthographe (FR3) ont permis d'enrichir notre vocabulaire mais, pour la soirée de résultats, Catherine Tresca affichait trop ostensiblement sa seule bonne volonté et son gentil sourire. Est-ce que le grand amphithéâtre de la Sorbonne doit dégager un tel ennui ? A quand l'orthographe joyeuse ?

P.Y.



IL Y A UN AN

Delphine Seyrig

Le 15 octobre 1990 mourait Delphine Seyrig. Il y a gros à parier que les grands médias ne lui rendront pas un hommage tapageur, comme ils savent si bien le faire pour d'autres. A "Vendredi", nous avons pensé qu'il serait bon de se rémémorer qui elle était : une actrice et une femme hors du commun, trop facilement classée, parfois, dans la catégorie des comédiennes intellectuelles (sic). Celles qui ne tournent que dans des films confidentiels, ne jouent que dans des pièces réservées à quelques initiés.

Delphine Seyrig, certes, ne jouait pas n'importe quoi. Elle choisissait les rôles et les textes qu'elle défendait avec discernement, mais elle avait le pouvoir de rendre tout limpide. Elle avait ce que l'on appelle de l'exigence envers sa carrière, mais également dans ses engagements personnels. Elle ne se montrait pas pour un oui ou pour un non. Mais lorsqu'un combat lui semblait juste, elle s'y engageait. Et, à cet égard, les femmes lui doivent beaucoup.

Sa carrière cinématographique avait commencé avec "L'Année dernière à Marienbad", d'Alain Resnais. Elle a tourné avec les plus grands : Losey, Demy, Duras, Monicelli. Mais elle était avant tout une comédienne de théâtre, dont on ne pourra, c'est certain, oublier l'élégance, la pudeur.

Dans le film de François Truffaut, "Baisers volés", ceux qui ont entendu Delphine Seyrig dire, de sa voix inimitable : "Je ne suis pas une apparition, je suis une femme", pourraient, maintenant qu'elle n'est plus, en douter.

N.A.

Charles Mingus

Les festivals reprennent (ont-ils jamais cessé ?) avec un dénominateur commun : Charles Mingus.

A sa mort, en janvier 1979, le contrebassiste américain -dont il est faible de dire qu'il fut un rebelle-, laisse derrière lui les bribes d'une œuvre inachevée et jamais jouée : "Epitaph". Douze ans plus tard, c'est un big band de trente-et-un musiciens qui rendra hommage à celui qui fut viré de chez Armstrong et Ellington pour sa légitime intransigeance à l'égard de racistes qu'il n'hésita pas, parfois, à dérouiller.

Pas de compromis non plus dans la musique de Mingus. Ce chapitre inédit, exhumé par Susan Mingus qui entretient le feu ou plutôt le brasier, exaltera l'esprit et enflammera les sens. "Epitaph" sera dirigée par Marius Constant à Toulouse, le 24, dans le cadre du festival "Jazz sur son 31" où vous pourrez également applaudir Jack DeJohnette (22) ; Guy Lafitte quartet (26) ou Herbie Hancock et Wayne Shorter (30).

Le 12e Festival de jazz de Paris présentera lui aussi l'Epitaph mingusienne avec la même formation, mais sous la direction



de Gunther Schüller, le 22. Seront également présents : Martial Solal avec Max Roach et Gary Peacock, puis Daniel Humair et Jerry Bergonzi, le 26, avant un duo avec Toots Thielemans, le 30. Les formations de Holland / Eubanks / Cinelu (31), Phil Woods (5/11) et l'ONJ de Denis Radault seront également de la partie.

F.T.

"Jazz sur son 31", Toulouse et sa région. 15 → 30/10. ☎ 61.21.31.00
"12e Festival de jazz de Paris". 22/10 → 6/11. ☎ 45.21.19.76

■ POCHOTEQUE ■

***"L'Afrique des explorateurs"**, par Anne Hugon (Découvertes-Gallimard). Dans le dernier quart du XIXe siècle, les explorateurs partirent à la découverte des sources du Nil en attendant que militaires, marchands, religieux et aventuriers, cherchent à s'approprier terres et esprits. Un livre rigoureux et tonique.*

***"La Richesse des nations"**, par Adam Smith (Garnier-Flammarion). Un grand classique de l'économie politique revisité grâce à Daniel Diatkine.*

***"Etudes sur la France de 1939 à nos jours"** (Point-Histoire). Une série d'articles percutants publiés dans "L'Histoire". Un regard aigu sur hier et aujourd'hui.*

***"La Belgique"**, par Georges-Henri Dumont (Que sais-je ?). Un Belge raconte son pays qui n'est pas, seulement, une suite d'histoires.*

***"Jules Verne"**, par Jean-Paul Dekiss (Découvertes-Gallimard). Fait-il toujours rêver, ce cher vieux Jules ? Souhaitons-le et lisons sa vie qui n'eut pas la saveur de celles de ses héros.*

***"L'Opium des intellectuels"**, par Raymond Aron (Hachette-Pluriel). Aron, 36 ans plus tard, conserve sa place originale. Cette réédition le prouve avec éclat.*

***"Drogues et relations internationales"**, par Olivier Brouet (Complexe). Une mise à jour intéressante sur la narcodiplomatie. Elle existe à l'échelle planétaire.*

... EN BREF...

■ **L'édition française en panne. Si 38.000 nouveaux titres ont été publiés en 1990 (+7%), le tirage global baisse de 8,9%. Sur 412 éditeurs, 13 à eux seuls font la moitié des 15,3 milliards de F du chiffre d'affaires.**

■ La restauration de la villa Médicis a commencé par les maçonneries de la terrasse du Bosco. Les travaux de remise en état de l'Académie de France à Rome devraient être terminés en 1999.

■ **La compagnie Martha-Graham revient pour la première fois depuis la mort de la grande chorégraphe, en avril dernier. Une création posthume : "The Eyes of the Goddess". Opéra-Garnier, du 30/10 au 3/11.**

■ Béjart et le Ballet Lausanne en tournée. 13 étapes en France avec "Tod in Wien-W.-A. Mozart" : Nice (16,17) ; Voiron (19) ; Dijon (22) ; Paris, Opéra-Garnier (24-27) ; puis Strasbourg, Metz, Douai, Brest, Nantes, Toulouse, Nîmes, Clermont-Ferrand et Montluçon.

■ **Après un concert mémorable à Issy-les-Moulineaux cet été, James Brown double la mise à Bercy, le 23 novembre. He's feeling good ! Et nous donc !**

■ L'ONJ nouveau est arrivé. Et c'est dans son antre du théâtre Jean-Vilar de Suresnes que l'on pourra y goûter, le 19/10, dirigé par Denis Badault. Le pianiste fera-t-il autant de vagues que son prédécesseur, Claude Barthélemy ? A voir et écouter. ☎ 46.97.98.11

■ **Les photographes présents le 10/7 au concert de Miles Davis n'ont pas eu droit à un seul cliché et enragent encore. Les caméras du festival parisien ont tourné une cassette vidéo qui sera bientôt commercialisée et où l'on devrait retrouver Miles et ses acolytes Zawinul, Mc Laughlin, Coréa, Hancock...**

■ "Yoyo", de Pierre Etaix, ressort sur les écrans le 23 octobre. Cet hommage au Max Linder du cinéma burlesque, c'est un peu le manifeste du cinéaste.

■ **A l'heure où de nombreuses salles de cinéma ferment, l'écran de Saint-Denis en inaugure deux nouvelles, le 22/10, avec l'avant-première de "Jusqu'au bout du monde", en présence de Wim Wenders et Anatole Dauman. ☎ 48.27.68.96**

■ Finale du 33e Concours international de guitare, le 25, à la Maison de Radio-France. Du 21 au 24, série de récitals avec les meilleurs virtuoses internationaux.

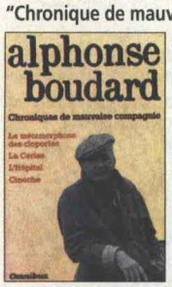
post-scriptum

JOHN BRODERICK
"Le Parfum de l'argent"



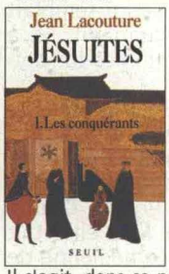
Broderick avait deux passions : l'Irlande et l'Eglise. Il ne mettait rien plus haut que son pays, mais il était férocement anticlérical.
Voici un livre dru, roboratif. Comme si Balzac était allé du côté de Limerick. Ce n'est pas l'Irlande mauve et pluvieuse qui est là. Mais un pays, fort et âcre, avec des gens qui se montrent tels qu'ils sont. Broderick dresse une critique sans faiblesse de la convention partout où elle passe : dans le couple, pour l'argent, à cause du sexe, par l'hypocrisie. Autant de conflits habituellement étouffés. La sève et le fiel.
La Découverte, 306 p., 125 F.

ALPHONSE BOUDARD
"Chronique de mauvaise compagnie"



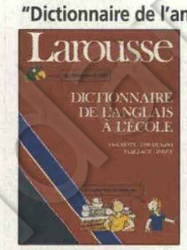
Dans la préface de ce bienheureux gros volume, Frédéric Dard s'étonne : "Comme Céline, Boudard écrit en vers ; mais la chose ne se remarque que lorsqu'on pose son bouquin pour attaquer celui d'un autre. On ne s'en était pas aperçu en cours de lecture. Il nous avait emballé en douce (pardon, en loucedé), le bougre !" Rien de plus vrai. Et tendre ! Et pudique. Tellement de pudeur sous ses apparences de malfrat, pour ne rien montrer et, en fait, tout dire.
Sont ici rassemblés les quatre grands romans de Boudard : "La Métamorphose des cloportes", "La Cerise", "L'Hôpital" et "Cinoche". Souvenez-vous du début de "L'Hôpital" ...les pavés ronds, les arcades, je traverse la cour, j'entre à l'hosto. C'est l'été et c'est Bicêtre. Ils partent, les autres, au bronzage sur les rives d'Azur." A vous pour la suite.
Presse de la Cité-Omnibus, 770 p., 115 F.

JEAN LACOUTURE
"Les Jésuites"



Rude entreprise pour le maître biographe Jean Lacouture. Le portait qu'il entreprend n'est plus celui d'un homme, mais celui d'un corps qui s'est auto-intitulé une "société" : les Jésuites.
Il s'agit, dans ce premier volume, du début de l'aventure de ces fous de Dieu, jusqu'à la suppression de l'ordre en 1773. Histoire saisissante qui commence par une grosse centaine de pages consacrées au fondateur : Ignace de Loyola, pèlerin hagard et inspiré. Son portrait est une eau-forte, nette, flagrante. De même, les premiers compagnons. Ces sept soldats de la Foi, clopinants et illuminés, deviennent évidents. Des hommes de leur temps, surgis du Moyen Age, unis par leur serment du 15 août 1534, en quête de quelque chose d'immense. "Allez et incendiez", leur enjoint Ignace. Le mérite immense du multibiographe est de répondre aux innombrables questions posées par une des démarches les plus audacieuses que l'on ait vues.
Seuil, 516 p., 149 F.

"Dictionnaire de l'anglais à l'école"



Un dictionnaire destiné à l'enfant qui aborde l'apprentissage de l'anglais à l'école primaire, du cours élémentaire au cours moyen. C'est un ouvrage de référence habituel dans la mesure où il donne le sens et la traduction de 1.800 mots.
Compte tenu des classes d'âges et du niveau scolaire de ses utilisateurs, il fait appel à toutes les techniques actuelles d'animation et d'interactivité possibles par l'écrit : illustrations, bulles, minitableaux, mascottes, oppositions et rapprochements. Grammaire et index.
Larousse, 190 p., 99 F.

"La Justice"



Mieux connaître l'institution judiciaire assez rarement considérée avec sérénité par les temps qui courent, proposer une réflexion sur les problèmes actuels de la justice : tel est le double objectif de ce dernier numéro des "Cahiers français".
On sera intéressé par le parallèle établi, tant au plan des fondements de la justice qu'à celui des enjeux, entre la philosophie du droit anglo-saxon et notre système. De même, par les informations sur le fonctionnement de la machine judiciaire : statistiques, grilles, carrières.
Documentation française, 138 p., 50 F.

"Rostropovitch de retour en Russie"



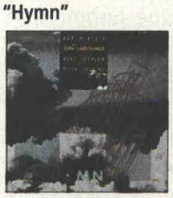
En 1974, avant le départ en exil, la dernière œuvre que Rostro dirigea à Moscou fut la 6e symphonie de Tchaïkovsky. Le concert du retour, le 13 février 1990, commença par cette même "Pathétique". L'émotion était indescriptible dans la grande salle du conservatoire de Moscou.
Ce disque est l'enregistrement -applaudissements inclus- de ce concert où l'émotion passe. Cette Pathétique-là est complètement transformée par l'intensité de l'écoute de la salle : comment dire d'un silence qu'il est perceptible ? Après le déferlement d'applaudissements, Rostro donne à son public retrouvé six "bis" qui font crouler le public. Mieux qu'un document.
Sony-classical, 45836, 71'31", env. 125 F.

HAENDEL
"Le Messie"



Sauf erreur, voici la première fois que le disque nous donne une œuvre dans toutes les versions écrites successivement par le compositeur. Le public londonien de 1743 avait réservé un accueil mitigé au grand oratorio de Haendel. Du coup, celui-ci, pendant plus de dix ans, apporta des retouches : dix-sept variantes au total que l'on retrouve ici, en appendice, à la fin de chacun des trois disques. A vos télécommandes : c'est la musique en kit.
Si cet album ne valait que pour cette curiosité, ce serait peu. Mais, dans l'innombrable discographie du "Messie", cette interprétation est certainement la plus proche de ce que souhaitait Haendel : la virtuosité sans gratuité, la passion, la simplicité et une extrême diversité. Très beau plateau vocal. Direction de Nicholas McGegan.
Harmonia Mundi, 3 CD, 907050, 3h10', 370 F.

MINTZER / ABERCROMBIE / ERSKINE / JOHNSON
"Hymn"



"Je pense qu'il faut prendre le temps d'évoluer, être humble, ne pas chercher à être le leader à tout prix..." Vraiment ? En dépit de l'amitié qui unit ces quatre musiciens et des brillantes compositions qu'il apporte à "Hymn", le saxophoniste Bob Mintzer eût-il pu imposer quoi que ce soit au trio de base guitare-basse-batterie ?
Le sax ténor et la clarinette basse de Mintzer se lient parfaitement aux méandres de la guitare synthé d'Abercrombrie "Modern Day Tuba" et au cahot de la batterie d'Erskine "Duo". Johnson, impertubable, donne le temps et le ton.
OWL Records, 3800622, 52'54", env. 120 F.

TAKE 6
"He is Christmas"



Il est un peu tôt pour préparer la dinde et les marrons, mais il serait dommage d'attendre le déballage des cadeaux pour découvrir celui-ci. Ce groupe de six vocalistes noirs américains, qui naquit dans une salle de bains de campus universitaire -sans doute en quête de réverbérations- chante fantastiquement le gospel.
Dignes successeurs de Jon Hendrix et de la bande à Mimi Perrin, ils donnent un supplément d'âme aux "Silent Night" ou "Amen" d'usage. Sans accompagnement d'orchestre, ou presque, "He is Christmas" vous changera agréablement des poncifs de Jacques Lantier ou Tino Rossi.
Reprises/Wea, 26665, 35'31", env. 120 F.

Agenda

Classique

BORDEAUX
"Don Carlo" (Verdi), dir. A. Lombard. P. des Sports, 25 → 31. ☎ 56.48.58.54
DOUAI
N. Magaloff, piano (Chopin). Hippodrome, 25, 20h45. ☎ 27.96.62.83
MARSEILLE
"Les Maîtres chanteurs" (Wagner), dir. P. Nelsson. Opéra, → 30. ☎ 91.55.00.70
PARIS
• "Bastien et Bastienne" (Mozart), dir. A. Levine. Opéra-Comique, 19 → 27. ☎ 42.86.88.83
• Quatuor Talich (Mozart, Dvoräk). Th. Ch.-Elysées (TCE), 20, 11h. ☎ 47.20.36.37
• O. Baer, baryton. Récital. Gaveau, 21, 20h30. ☎ 49.53.05.07
• "La Damnation de Faust", dir. S. Bychkov. Pleyel, 23 et 24. ☎ 45.61.06.30
• E. Ax, piano et O.N. de France, dir. J. Tate. TCE, 24, 20h30.
• Quatuor A. Berg. TCE, 25, 20h30.
TOULOUSE
"Falstaff" (Verdi), dir. B. Campanella. Capitole, 18 → 27. ☎ 61.23.21.35

Cinéma

CLISSON (44)
Les comédiens-réalisateurs. 23 → 11/11. ☎ 40.54.01.49
MONTPELLIER (33)
Cinéma méditerranéen. 23 → 3/11. ☎ 67.04.29.39
VILLERUPT (54)
Films italiens. 26 → 11/11. ☎ 82.89.40.22
*• **Films d'histoire** : PESSAC (33), 23 → 27. ☎ 56.46.25.43 ; RUEIL-MALMAISON (92), 22 → 26. ☎ 47.32.65.44*

Théâtre

NICE
"Le Souper" (J.-C. Brisville). avec Cl. Rich et C. Brasseur. TDN. → 27. ☎ 93.80.52.60
PARIS
• "Une des dernières soirées de Carnaval" (Goldoni). Th. Renaud-Barrault. ☎ 42.56.60.70
• "Le Cimetière des éléphants" (J.-P. Daumas). Th. Paris-Plaine. ☎ 40.43.01.82
• "Le Météore", Durrenmatt, avec G. Wilson, J. Dufilho. Œuvre. ☎ 48.74.42.52
• "Le Misanthrope" (Molière), ms. C. Rist. Athénée. ☎ 47.42.67.81
RENNES
"Cœur ardent" (Ostrovski), ms. B. Besson. TNB. → 26/10. ☎ 99.31.55.33

Jazz

CLERMONT-FD : L. De Wilde, E. Henderson, M. Roberts, 23 ; F. Amsallem, D. Holland, K. Eubanks, M. Cinelu, 24 ; R. Hargrove et B. Marsalis, 25 ; S. Nelson, J. Gonzales, K. Kirkland & T. Williams, 26 ; Jazz en fête. ☎ 73.92.40.41
LIMOGES : C. Haden. Centre J.-Gagnant, 25. ☎ 55.34.45.49
METZ : Monnier / Sclavis, 23 ; H. Hancock, W. Shorter, 25. ☎ 87.74.16.16
PARIS : A. Lincoln, 21 ; B. Berg et M. Stern quartet, 22 ; C. Haden, 24. New Morning. ☎ 45.23.51.41 ; C. Jordan (La Villa), 25 → 30. ☎ 43.26.60.00 ; Ceccarelli trio, 18 ; Mosalini / Beytelmann / Caratini, 19. Auditorium / Châtelet ☎ 42.33.00.00
*• **Charlélie Couture** : COGNAC, 19 ; LILLE, 23 ; REIMS, 24 ; STRASBOURG, 25.*

PAGES CULTURE ETABLIES PAR
Jacques Garat (livres - classique)
avec Nicole André (théâtre)
Claude Polak (cinéma)
Frédéric Taddéi (jazz - variétés)
Pierre Ysmal (télévision - poches)

JEAN-CLAUDE CASADESUS

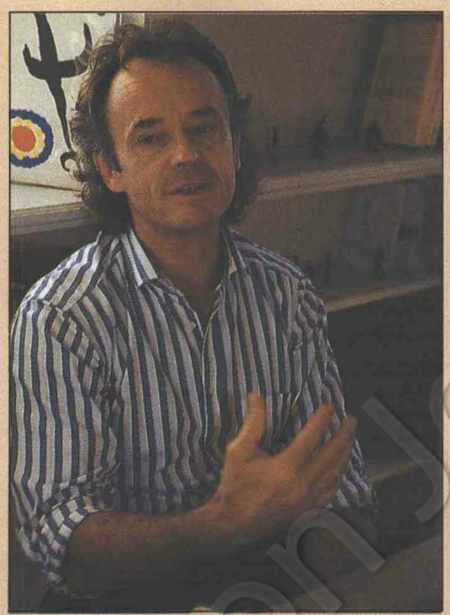
Culturel, musical, éthique, depuis plus de quinze ans, Jean-Claude Casadesus, le fougueux chef de l'Orchestre national de Lille, a été de tous les combats. Portrait de l'artiste en militant.

L'Orchestre de Lille a bientôt dix-sept ans. Quel bilan faites-vous de ces années ? Quelles étaient vos ambitions de départ ? De quoi êtes-vous le plus fier ?

Jean-Claude Casadesus. Je rêvais de créer ma propre maison dans un endroit où pourrait s'édifier un grand dessein culturel. Le Nord-Pas-de-Calais, en 1972, c'était une grande région de quatre millions d'habitants, qui avait nourri l'industrie française pendant cinq générations, et qui commençait à subir des effets de la crise. Elle se trouvait plutôt défavorisée sur ce que je considère comme un droit pour tous, l'éducation, l'irrigation des âmes et la communion des cœurs par la culture. Lille, à l'époque, était une ville triste. Aujourd'hui, elle est une des plus gaies de France. J'avais aussi l'ambition d'apporter une réponse à cette question fondamentale pour moi : à quoi sert un artiste aujourd'hui ? J'ai la passion, qui m'est devenue une nécessité, de partager les valeurs qui me sont essentielles. En 1975, Michel Guy, à ce moment-là ministre de la Culture, m'a proposé de reprendre un ancien orchestre de l'ORTF, alors en perdition. J'ai trouvé des musiciens désespérés qui allaient perdre leur emploi dans le cadre d'une recentralisation dont on n'a pas fini de mesurer les effets. Le jacobinisme a encore de beaux jours devant lui. En tant que vieux Parisien, Russo-Catalan, émigré il y a trois générations, je suis convaincu qu'un pays, surtout sur le plan culturel, tire sa force de son pluralisme et de son foisonnement. Paris, vitrine magnifique, n'est pas seul garant de la culture française. J'ai exposé à Pierre Mauroy, alors président du conseil régional, ma conception du rôle d'un orchestre : porter la musique partout où elle peut être reçue. J'ai été très marqué dans ma jeunesse par Jean Vilar. Nous avons en commun d'avoir fait autant de galères, des galères magnifiques. Car il n'y a pas de plus grand bonheur que de faire découvrir un art à des gens qui ne l'imaginaient même pas, de voir leur émotion et, je crois, leur reconnaissance à l'hommage rendu à leur dignité.

Vous avez joué dans des écoles, des prisons, des endroits où aucun orchestre n'était jamais allé...

Oui, et nous avons rencontré des palais des sports meilleurs que certaines salles dites de concert. Partout, dans les entreprises, les hôpitaux, les prisons... nous voulions donner au public la même qualité qu'à Salzbourg, à Carnegie Hall ou à la télévision. J'ai horreur de la désinvolture, des attitudes méprisantes qui consistent à dire : "Il faut faire de l'opérette pour les vieux, du rap pour les jeunes"...



A quoi sert un artiste aujourd'hui ? J'ai la passion, qui m'est devenue une nécessité, de partager les valeurs qui me sont essentielles.

Vous avez sillonné toute la région. Peut-on donc aller à Liévin ou à Béthune de but en blanc, avec n'importe quel programme ?

Oui, à condition de ne jamais avoir une attitude désinvolte en ce qui concerne la qualité. La seule légitimité d'un artiste, c'est sa quête d'absolu. Il doit toujours, où qu'il se trouve, jouer pour la personne la plus exigeante qui puisse se trouver là. Chaque ville, même la plus petite -nous en avons visité plus de 120-, comme Puisieux, qui compte à peine 600 habitants, a la possibilité de recevoir l'orchestre. Petit à petit, au cours de toutes ces années, les gens ont compris que nous nous considérions comme investis d'une mission de service public. Beaucoup ont probablement rencontré la musique symphonique pour la première fois en écoutant l'orchestre. Des liens tout à fait exceptionnels se sont créés entre la région et nous.

La France est-elle beaucoup plus musicienne qu'il y a quinze ans ?

Dans le public, la demande est très grande et il existe d'extraordinaires actions musicales en région. Regardez Toulouse, Strasbourg, Lyon. Mais la musique, en France, n'est pas devenue une nécessité. A cause de notre cartésianisme peut-être, et aussi du fait qu'en France, la culture, c'est d'abord l'écrit. L'Allemagne, L'Angleterre, la Tchécoslovaquie, l'Italie, la Flandre chantent et ont toujours chanté. La France s'est arrêtée momentanément après la Révolution.

Ne souffrons-nous pas de ce que la télévision fasse fort peu pour la musique ?

C'est une question fondamentale. D'où vient-elle ? De l'abandon du service public. Nous n'avons jamais eu aussi peu d'émissions intéressantes à des heures de grande écoute que depuis qu'on a privatisé certaines chaînes et que les chaînes de service public se sont mises à les imiter. Sur les télévisons allemandes, anglaises, des chaînes publiques programment régulièrement des concerts à 12 h 30, à 21 h... Qu'est-ce que cette terreur de l'audimat ? Les chaînes publiques doivent prendre le risque d'une traversée du désert. On peut essayer de conquérir un autre audimat, choisir de générer des valeurs d'espoir pour des tas de gens. En France, quand on prononce le mot culture, c'est comme si on sortait une cuillérée d'huile de foie de morue. Comme si un concerto de Mozart ou une pièce de Shakespeare ne pouvaient qu'ennuyer... C'est très grave, d'autant qu'il y a une demande. Nous avons donné des concerts de musique contemporaine, nous avons joué Landowski, Boulez, Dutilleux, Messiaen. On m'a dit : "Vous allez effrayer le public !" Mais, joué avec rigueur et flamme, les gens en redemandent. Il ne faut pas présenter ces œuvres comme un domaine réservé à quelques-uns. Dans la musique, il y a tout, les larmes, l'espoir, la tristesse, la violence, la joie, la tendresse. Cela, tout le monde le ressent.

La culture, c'est le meilleur rapport pour le moindre investissement, on ne le dira jamais assez. Qu'une entreprise privée soit soumise à des règles incontournables, d'accord. Mais le service public doit prendre des risques. Il faut carrément aller à contre-courant de ce qui est devenu la mode.

Seule la liberté conduit aux grandes interprétations. Seule la liberté permet à un artiste de s'épanouir.

Propos recueillis par J.G. et P.J.

MINISTÈRE DE L'
EDUCATION
NATIONALE



Les inscriptions aux concours de recrutement des enseignants des collèges et lycées sont ouvertes du 16 septembre 1991 au 12 novembre 1991 à 17 h.

Pour enseigner renseignez-vous sur 3614 EDUTEL

Profession professeur

Coll. Fondation Jean-Jaurès